

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Les procès de l'Internationale

par J. PÉRA

L'Internationale dans la Loire

par Urbain THEVENON

Le V^e Plan et la réduction
des heures de travail

par Raymond GUILLORE

Le Socialisme a-t-il fait faillite ?

par Jean FONTAINE

Mao-Tsé-Toung héritier de Confucius
et de Staline

par Roger HAGNAUER

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois 11 F

Un an 20 F

EXTERIEUR

Six mois 13 F

Un an 24 F

Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la rédaction
et l'Administration à la
« Révolution prolétarienne »

21, rue Jean-Robert, Paris (18^e)

Téléphone : 607-02-06

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h à 19 h

Les samedis de 17 h à 19 h

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 498 - Octobre 1964

Les procès de l'Internationale	J. PERA
L'Internationale dans la Loire	U. THEVENON
Chronique de l'Union des Syndicalistes : Le V ^e Plan et la réduction des heures de travail. — Djilas avait raison. — Un nouvel aspect du syndicalisme amé- ricain : la sécurité. — Qui a tué Ken- nedy ?	R. GUILLORE
Remous dans le Livre	F. CH.
Les raisons d'un qui s'est battu	R. LOUZON
Parmi nos lettres : Sur une scandaleuse exposition (Payement). — Une opinion sur les Américains (P. Aubery). — La notion de « masse » opposée à celle de « classe » (Hem Day).	
Mao-Tse-Toung, héritier de Confucius et de Staline	R. HAGNAUER
Comment éviter les augmentations sacca- dées des salaires	P. RIMBERT
Le socialisme a-t-il fait faillite ?	J. FONTAINE
Deux siècles de paupérisation	J. DUPERRAY
Historiquement stupide	R. H.
Lettre du Chili : Une volonté de change- ment	L'ITINERANT
Informations internationales : Espagne, conditions de travail des femmes. — Allemagne : La semaine de 40 heures.	
A travers les livres : Ravachol et les anar- chistes (R.G.) — Les frères Reclus (L. Simon). — La Machine et sa houillère en pays nivernais (L.S.)	

POUR QUE LA « R. P. » FRANCHISSE ALLÈGREMENT LE CAP DES 40 ANS

Les lendemains de vacances, les re-
tours aux logis où vous attendent les « chères » politesses de M. Giscard d'Estaing sont toujours préjudiciables à la R.P. Les rentrées normales baissent en septembre.

Mais cette année, la baisse est plus sensible. Alors que nous présentons des numéros exceptionnels, tant par la valeur **unique** des documents sur la Première Internationale, que par l'examen des problèmes **actuels** les plus graves, non seulement par nos rédacteurs ordinaires, mais aussi par des collaborateurs nouveaux, parmi lesquels des militants ouvriers chargés de responsabilités dans le mouvement.

Nous comptons un peu sur ceux à qui nous avons envoyé notre numéro de septembre à titre bénévole. Peut-être voudront-ils nous payer au moins notre intention ?

Mais la situation EXIGE des interventions IMMEDIATES et EFFICACES.

D'abord que nos amis, nos abonnés de

soutien consentent **une fois de plus** un effort exceptionnel.

Que l'on nous envoie des listes d'abonnés possibles.

Mais, outre la pêche ordinaire des abonnés, nous proposons d'engager une chaîne d'abonnements d'office.

Que chacun de nos amis **paie** un ou plusieurs abonnements au bénéfice d'abonnés possibles.

Qu'il invite chacun de ses débiteurs involontaires non à lui rembourser directement l'abonnement, mais à payer l'abonnement d'un autre abonné possible.

Si chacun faisait ce qu'il doit, rien de plus, la Fatalité ne serait point, disait Romain Rolland.

Ce que l'on appelle « la Fatalité », c'est notre propre démission. Nous avons assez confiance dans le cercle de militants fidèles qui nous entoure pour que notre conviction soit renforcée : « **Pour la R.P. aussi, la vie commence à quarante ans !** »

« Attendu... que le but des associés était l'amélioration des conditions de tous les travailleurs... »

« Condamne... »

LES PROCÈS DE L'INTERNATIONALE

Dans les premières années, l'Empire avait toléré l'Internationale en France. Peut-être, même, celle-ci avait-elle été vue, en très haut lieu, d'assez bon œil. N'oublions pas que Louis Napoléon se voulait, comme on dirait aujourd'hui, « social ». Il était l'auteur de *L'extinction du paupérisme* ; et c'est contre le gré de ses hauts fonctionnaires qu'en 62 et 64 des passeports furent accordés aux ouvriers qui voulaient se rendre à Londres.

Cependant, à partir de 1868, la tolérance se changea en une certaine persécution (1). Le Parquet qui, évidemment, n'agit pas sans ordres, commença des poursuites. C'est la série des « Procès de l'Internationale ».

Le chef d'accusation était facile à trouver : *association non autorisée de plus de vingt personnes*.

Dès 1864, les fondateurs de l'Association avaient demandé l'autorisation réglementairement nécessaire. On ne leur avait pas répondu oui ; on n'avait pas répondu non ; on n'avait pas répondu du tout, ainsi que fait souvent l'Administration quand elle est embarrassée. Cependant, les Internationaux avaient commencé à fonctionner, créant ouvertement des sections dans toute la France ; et pendant plusieurs années ils n'avaient eu aucun ennui. En sorte qu'ils considérèrent l'Association comme *société tolérée*. (Il y en avait tant d'autres !). Cependant « toléré » ne veut pas dire « autorisé ». Le gros des procès va être basé sur cette chinoiserie.

... Il ne faudrait pas penser, comme la propagande a voulu le faire croire après la chute de l'Empire, que la poursuite a été féroce. Non. Elle semble même avoir comporté une certaine bienveillance, surtout au début.

(1) On peut penser que ce changement d'attitude vient d'une évolution qui s'est produite non chez les Parisiens, mais dans l'Internationale. De 64 à 68, les tendances « communistes » n'ont pas cessé de gagner du terrain dans les Congrès. Mais, qu'elles soient autoritaires (avec Marx), ou non-autoritaires et indéfinissables pratiquement (avec Bakounine), les ouvriers français, partisans d'une coopération constructive, n'en veulent pas.

Voici ce qu'écrivait Fribourg, relatant la conclusion du Congrès de Bâle (1869) :

« ... (En conséquence) Il est évident pour tous que Karl Marx, le communiste allemand, Bakounine, le barbare russe, comme il se complait à se dénommer lui-même, et Blanqui, l'autoritaire forcené, forment le triumvirat omnipotent.

« L'Internationale des fondateurs français était morte, bien morte ; il ne pouvait plus être question pour les Parisiens que de sauver le socialisme mutualiste de ce naufrage général. »

... On pourrait faire un petit schéma, distinguer trois périodes dans la vie de l'Internationale :

a) Période des initiateurs, relative à la durée du travail, Période anglaise ;

b) Période française : proudhonisme ;

c) Période russo-allemande, comme dit Fribourg : c'est la période du « communisme ».

Mais Marx était communiste autoritaire ; Bakounine ennemi acharné de l'autorité. D'où, après le triomphe de la tendance, guerre acharnée de Marx contre Bakounine. Celui-ci subsiste un temps avec la Fédération jurassienne. Il est exclu. Victoire de Marx. Mais mort de l'Internationale car l'autoritarisme a fait fuir les adhérents. On peut considérer que l'extinction a eu lieu progressivement, peut-être jusqu'en 1874. Je ne connais pas d'acte de décès.

PAS DE DROITS SANS DEVOIRS, PAS DE DEVOIRS SANS DROITS.

PROCÈS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

PREMIÈRE ET DEUXIÈME COMMISSIONS
DU BUREAU DE PARIS

DEUXIÈME ÉDITION

PUBLIÉE

Par la Commission de propagande
du Conseil fédéral parisien
de l'Association Internationale des Travailleurs

• Attendu, etc...
• Que... le but des associés était l'amélioration de la condition de tous les ouvriers sans distinction de nationalité, et ce, par la coopération, la production et le crédit ;

• Condamne, etc... »

(Procès de la 2^e commission. — Arrêt de la cour d'appel.)

PARIS

DANS LES LOCAUX DE L'ASSOCIATION

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

JUIN 1870

Fac-similé de la couverture d'une brochure de l'A.I.T.

Le premier réquisitoire commence ainsi :

Messieurs,

Les prévenus qui comparaissent devant vous sont des ouvriers laborieux, intelligents, honnêtes. Aucune condamnation ne les a frappés, aucune tache n'a flétri leur moralité, et je n'ai, messieurs, pour diriger la prévention dirigée contre eux, à faire entendre aucune parole qui puisse porter atteinte à leur honneur.

Lorsque, par la suite, la poursuite arriva à se durcir, les prévenus ne manquèrent pas de rappeler cette déclaration initiale.

Il y eut trois procès.

Le premier se déroule en mars 68 ; appel en avril ; cassation en novembre.

Deuxième procès : mai 68 ; appel en juin ; pas de cassation.

Troisième procès : juin et juillet 70. Il n'y a ni appel ni cassation. On comprend pourquoi : dix

jours après l'arrêt de première instance, l'Empereur déclarait la guerre à la Prusse (qui ne demandait que cela). Et les événements allèrent bon

train : capitulations des militaires battus ou encerclés, invasion, folle « défense » des civils, Commune, massacre.

Premier procès : La défense de Tolain

Il y a deux audiences, 6 et 20 mars.

En appel, une seule audience, 22 avril.

Nous avons dit quels sont les quinze prévenus. Ils comparaissent libres.

Voici un extrait de la défense collective (2) présentée par Tolain (3), le 22 avril :

... Un autre reproche nous est fait, celui d'avoir mis à l'étude des questions politiques. Déjà nous avons relevé cette erreur et montré qu'au contraire, nous avions avec soin écarté toute question qui, par son actualité pouvait porter ombrage au gouvernement.

Il est une de ces questions qui donne la juste mesure de notre politique. Le Bureau de Paris avait lui-même mis au programme du congrès de Lausanne : Définition et rôle de l'Etat. Mais est-ce que cette question se rapportait exclusivement à la France ? Est-ce que c'était un moyen détourné de discuter la forme du gouvernement français ?

Vraiment c'était nous croire trop naïfs si l'on se figurait que citoyens, « à notre âge » nous n'avons pas notre opinion faite sur le gouvernement de notre pays. Non, cette question est une question générale qui ne s'applique pas plus aux gouvernements monarchiques qu'aux gouvernements républicains. Nous autres socialistes qui avons été mitraillés en Juin et transportés au 2 décembre...

LE PRESIDENT. — Je vous arrête là. Je ne vous permettrai pas de glorifier l'insurrection de juin, le déchaînement des passions mauvaises.

TOLAIN. — Je me permettrai de vous faire observer, monsieur le président, que je ne glorifie ni ne blâme, je constate.

LE PRESIDENT. — Oui, mais je sens bien quel sens vous donnez aux mots, vous voulez glorifier l'insurrection, les prises d'armes.

TOLAIN. — Encore une fois, monsieur le président, je constate purement et simplement que les socialistes, et nous le sommes, ont été déportés et mitraillés en juin et en décembre ; ce sont là des faits historiques.

LE PRESIDENT. — Eh bien ! Je vous défends de le répéter, ou je vous retire la parole.

TOLAIN. — C'est pour cela que nous ne nous contentons pas d'un mot ou d'une forme extérieure. Ce que nous voulons changer, ce sont les choses. Dans la société que nous rêvons, le travail sera la base constitutive ; nous avons donc cherché quel serait le rôle de l'Etat et à en donner une définition. Etait-ce une arme de guerre ramassée au hasard ? Non, puisque la discussion nous a prouvé que la question de la propriété se trouvait intimement liée à celle-là, et que toutes deux ont été renvoyées aux discussions de l'année prochaine.

Ce n'est point là l'économie politique que les ouvriers devraient faire, a-t-on dit, et l'on pensait que la leur ne s'occuperait que des rapports entre les patrons et les ouvriers, c'est-à-dire des heures de travail et du taux des salaires. L'autre économie politique, qui a ses professeurs officiels au collège de France, qui est payée par le budget, cette économie politique ne doit être connue que des lettrés.

(2) Dans ces divers procès la grande majorité des accusés ne veut pas d'avocat. Ils se considèrent comme des hommes libres et conscients, les débats doivent avoir lieu d'homme à homme. On a déjà vu l'idée exprimée dans l'article de Bruxelles que nous avons cité : « Dans l'avenir, plus de chicaniers, de juges, de procureurs, d'avocats. » Il n'est pas au pouvoir des accusés de supprimer juges et procureurs, ils suppriment les avocats.

(3) « TOLAIN (Henri Louis). Homme politique né à Paris le 18 juin 1828, mort à Paris le 3 mai 1897. Ouvrier ciseleur, candidat des ouvriers à l'élection législative de 1863 pour laquelle fut rédigé le Manifeste des Soixante. Participa à la fondation de l'Internationale... » (Dictionnaire du Socialisme).

Il est vrai qu'en l'étudiant tous les jours, nous ne constatons guère que ses erreurs et son impuissance ; mais nous avons d'autant plus le droit de nous en préoccuper que si l'on continue à la prendre au sérieux, elle prépare à la société plus d'une terrible crise.

Elle est bien vieille, allez, l'économie politique officielle, et ce qui prouve qu'elle n'est pas une science, c'est que depuis qu'elle existe elle continue à propager les mêmes erreurs, se bornant à enregistrer des faits, prenant les effets pour des causes, et bâtissant là-dessus ses théories et ses axiomes.

LE PRESIDENT. — Laissez donc l'économie politique, et plaidez votre affaire.

TOLAIN. — Mais on nous accuse d'avoir fait de la politique, et je puis dire comment l'économie politique y touche. Nous sommes bien forcés de l'étudier, cette économie politique officielle, puisque nous en subissons les conséquences, et afin de voir où elle se trompe, où elle ment, car elle ment toujours à notre détriment, elle ment non pas dans le mauvais sens, mais parce qu'elle se trompe et elle ignore.

Mais, du reste, pourquoi toujours suspecter intentions ? Nous ne voulons que la mise en pratique du droit et de la justice. Aussi n'avons-nous pas procédé comme les vieilles castes, où les partis politiques cherchent à escalader le pouvoir pour imposer leurs idées et leurs systèmes. Nous avons jeté dans le public le résultat de nos études, procédant ainsi par la persuasion, à la révolution juridique, à l'avènement du droit, alors que tout nous conviait à la révolution de fait.

En agissant ainsi, nous en sommes convaincus, nous jetons les assises de la société future, qui sera fondée sur le travail et non sur la spéculation et l'agio : car les vieilles vertus de la bourgeoisie s'en vont ; l'ordre, l'économie, le travail, qui firent jadis sa force, c'est le peuple aujourd'hui qui est en train de les acquérir. Nos Associations, que la loi condamne, seront les seuls éléments d'ordre et de reconstruction que trouvera la société alors que sera venue la catastrophe.

La catastrophe si facile à prévoir, alors que tout se concentre aux mains des monopoleurs, aux mains de ceux qu'un éminent magistrat, qui occupait ce siège du ministère public, a flétris courageusement du nom de mangeurs d'argent.

Car dans la corruption des mœurs à laquelle nous assistons aujourd'hui, ce n'est pas le peuple ouvrier qui a donné l'exemple, ce n'est pas lui qui exécute la saturnale ; aussi quand vous appliquez la loi, nous vous disons : Songez-y, il y a un monde nouveau qui se lève, le monde du travail ; pour vous en convaincre, prêtez l'oreille, et les échos de Charleroi, de Bologne, de Genève vous fourniront d'irréfutables arguments.

Quand le peuple, poussé par la force des choses, est prêt à descendre dans la loi en si grand nombre qu'il menace de la briser, il est sage aux législateurs, aux magistrats, de l'abroger ou de la laisser tomber en désuétude. J'ai dit.

Le jugement condamne les prévenus aux dépens, en confirmant le jugement de première instance, qui disait :

Attendu...

Qu'il importe peu de savoir si l'Association a son siège à Londres ; qu'il suffit de constater que le Bureau de Paris s'est mis en contravention aux lois précitées, ce qui, en effet, a eu lieu ;

Attendu que la publicité, par la presse, de l'existence de ladite Association, ou la tolérance de la part de l'administration, ne dispensent point de l'autorisation du gouvernement, qui doit être expresse ;

... déclare dissoute l'Association internationale des travailleurs établie à Paris sous le nom de Bureau de Paris ;

Condamne tous les prévenus chacun à 100 francs d'amende ; fixe à trente jours la durée de contrainte par corps.

Deuxième procès : Varlin tient tête aux magistrats

Dès les premières poursuites, afin que le travail de l'Association pût être continué en cas de mise en prison des premiers commissaires, le Bureau de Paris avait fait élire une nouvelle Commission, laquelle s'était mise immédiatement au travail. D'où de nouvelles poursuites immédiates. Et nouveau procès, souvent connu sous le nom de « Procès de la deuxième Commission ».

Les inculpés sont : Varlin (4), relieur ; Malon (5), teinturier ; Humbert, tailleur de cristaux ; Granjon, brossier ; Bourdon, graveur sur métaux ; Charbonneau, menuisier en meubles sculptés ; Combault, bijoutier ; Landrin, ciseleur ; Mollin, doreur sur métaux.

L'audience (22 mai 1868) commence ainsi :

LE PRESIDENT. — Vous savez que vous êtes tous cités devant le tribunal sous la prévention d'avoir fait partie d'une société non autorisée de plus de vingt personnes ; nous allons entendre successivement vos explications. Prévenu Varlin, nous commençons par vous. Vous êtes un des membres de la nouvelle commission, et, de plus, l'un des trois correspondants du Bureau ?

VARLIN. — Oui, monsieur.

LE PRESIDENT. — Cette nouvelle commission a été formée avant le jugement rendu par le tribunal contre les membres de la première ?

VARLIN. — Oui.

LE PRESIDENT. — A-t-elle fonctionné après le jugement ?

VARLIN. — Naturellement.

LE PRESIDENT. — Et aussi après l'arrêt confirmatif de la cour ?

VARLIN. — Oui.

LE PRESIDENT. — Cette commission nouvelle, dont vous faites partie, a été nommée à l'élection, par les membres de l'Association internationale ?

VARLIN. — Cela ne pouvait se faire autrement.

LE PRESIDENT. — Cette seconde Société dont vous étiez, vous et vos coprévenus, les commissaires, autrement dit les directeurs, a-t-elle été autorisée par l'administration ?

VARLIN. — Ce n'était pas une seconde Société, c'était toujours la même qui avait été tolérée ; nous ne faisons qu'essayer de la continuer.

(4) « VARLIN (Louis-Eugène)... né à Claye (Seine-et-Marne) le 5 octobre 1839, fusillé à Paris le 28 mai 1871. Ouvrier relieur d'une grande intelligence ; fonda en 1857 la société de secours mutuels des ouvriers de sa corporation ; entra, dès son début, dans l'Internationale... Dans les congrès de l'Internationale, il se montra le plus intelligent et le plus collectiviste des délégués français. Le 26 mars 1871 il fut nommé membre de la Commune par trois arrondissements : par le VI^e avec 3.602 voix, par le XII^e avec 9.843 voix et par le XVII^e avec 9.356 voix ; il fit partie de la commission des finances. Combatte sur les barricades et tenta de sauver les otages, rue Haxo... Il fut fusillé à Montmartre. Il subit trois décharges avant de mourir et cria : Vive la Commune ! Le lieutenant Sicre, qui commandait les soldats qui le fusillèrent, voila la montre de Varlin. » (D.S.).

Précisons que cette montre avait été offerte à Varlin par ses camarades ouvriers relieurs.

(5) « MALON (Benoît). Ecrivain socialiste, né le 23 juin 1841 à Prétieux (Loire). Fils de pauvres paysans, il fut successivement gardien de dindons, berger, bouvier, cultivateur. En septembre 1865, il vint à Paris à pied et fut employé à Puteaux, en qualité d'homme de peine et d'ouvrier teinturier. Il s'affilia à l'Association internationale des Travailleurs. Le 26 mars 1871, il fut élu membre de la Commune par le XVII^e arrondissement avec 4.199 voix. C'est à la commission de travail et d'échange qu'il fut délégué. Après la défaite il échappa aux fusillades en trouvant un abri dans la famille du sculpteur Ottin. Le VI^e Conseil de guerre le condamna par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée. Il se réfugia à Genève où il fut vannier et typographe... »

LE PRESIDENT. — Dans l'instruction, vous n'avez pas tous donné le même motif pour expliquer la continuation de l'Association. Les uns ont dit qu'ils ne voulaient que procéder à la liquidation, pour sauvegarder les intérêts matériels ; les autres ont été plus loin, ils ont dit que leur pensée était de poursuivre le but moral de l'Association, c'est-à-dire l'œuvre sociale. Pour vous, en particulier, quel a été votre motif ?

VARLIN. — Pour moi, j'étais décidé à poursuivre l'œuvre de l'Association internationale, et je m'y croyais autorisé, car la première poursuite n'était pas dirigée contre l'Internationale, mais bien contre les membres du Bureau de Paris.

LE PRESIDENT. — Vous avez agi très activement dans la grève de Genève comme membre de la Commission ?

VARLIN. — Je le reconnais ; j'ai fait ce que j'ai pu pour nos amis de Genève.

LE PRESIDENT. — Vous avez reçu, dans le bureau de la rue Chapon, des cotisations pour soutenir la grève de Genève.

VARLIN. — On a toujours reçu des cotisations dans le bureau.

LE PRESIDENT. — Combien avez-vous reçu pour la grève ? Vous le savez ?

VARLIN. — Sans doute, mais le chiffre me paraît assez indifférent.

LE PRESIDENT. — Dites-le, cependant.

VARLIN. — J'ai reçu dix mille et quelques cents francs.

Interrogés individuellement les autres accusés déclarent accepter les réponses de Varlin.

Pour la défense, c'est Varlin qui l'assure pour tous. Il commence ainsi :

Messieurs,

Nous sommes prévenus d'avoir fait partie d'une association non autorisée de plus de vingt personnes. Est-ce bien là le motif réel de la prévention ? Nous ne le pensons pas, car s'il est vrai que l'égalité devant la loi existe en France, notre condamnation amène sur ces bancs toutes les sociétés tolérées et qui sont, comme on sait, d'un nombre considérable.

Après avoir développé cette pensée, Varlin en vient à ce qu'il considère constituer la raison véritable des poursuites :

La cause (de la poursuite) était dans la part active que nous avions prise pour soutenir la grève des ouvriers de Genève.

Devions-nous, dans la situation qui nous était faite, nous occuper de cette grève ? Pourquoi pas ? Est-ce que le droit de grève n'est pas reconnu par la législation française ? Est-ce qu'il n'était pas de tradition pour l'Association internationale de s'occuper des intérêts immédiats des travailleurs et, par conséquent, des grèves ? Nous n'avons, en cette circonstance, qu'à suivre ce qu'avaient fait nos devanciers en s'occupant des grèves des vanniers, des chauffeurs-mécaniciens en Angleterre, de Roubaix, de Fuveau et des ouvriers du bronze.

Mais enfin, puisque c'est là notre seul acte important, celui sur lequel repose, pour ainsi dire, tout le poids de la prévention, abordons-le, voyons quel a été notre rôle dans cette affaire ; nous verrons ensuite de quel côté ont été la justice et la loyauté.

Le jour où nous recevions la première lettre de Genève, le journal la « Presse » publiait une correspondance dans laquelle on présentait l'Association internationale comme une bande de conspirateurs cosmopolites, et la grève de Genève comme une prise d'armes contre la bourgeoisie et l'ordre social établi. Le comité genevois, y était-il dit, avait reçu 20.000 francs de Londres, avec l'ordre de tenter un coup décisif ; le lendemain, ce même journal ne craignait pas d'annoncer que le comité de Genève venait de recevoir 100.000 francs de Paris. Mais son correspondant, tout en essayant de terrifier les bourgeois, qui, loin du mouvement social et économique, croient encore aux conspirations d'autrefois, tout en essayant d'attirer les rigueurs administratives sur les divers rameaux de l'Association, était

obligé de constater que l'ordre n'avait pas été troublé, qu'il n'y avait pas eu de violences, que tout s'était parfaitement passé, sans qu'il soit apparu ni police ni gendarmes, grâce à la liberté dont jouit le pays. Il reconnaissait la liberté comme le meilleur gage de sécurité publique.

Messieurs, malgré l'indignation que nous a causée la lecture de ces articles d'une malveillance indigne, avant de répondre nous avons tenu à nous renseigner exactement, et ce n'est qu'à la suite de télégrammes et lettres pressantes, après avoir possédé les renseignements les plus complets, que nous avons rédigé la communication suivante, qui a été publiée dans le numéro de l'Opinion nationale du 5 avril 1868 :

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Bureau de Paris

« L'Association internationale fait appel à tous ses adhérents pour venir en aide aux ouvriers de Genève, en grève depuis la semaine dernière.

« Déjà presque tous les journaux ont entrepris leurs lecteurs de cette grève, qui prend des proportions considérables. Les uns en ont parlé dans un sens favorable aux travailleurs ; d'autres, au contraire, ont cherché par des insinuations malveillantes et en dénaturant les faits, à présenter comme perturbateurs de l'ordre social les ouvriers genevois et surtout l'Association internationale, qui, en cette circonstance, leur a fourni l'appui fraternel qu'elle doit à tous ceux qui réclament leurs droits et, par leur travail, accomplissent leurs devoirs.

« Le Bureau de Paris, surpris par cet événement au moment où toutes ses préoccupations étaient absorbées par le procès qu'il soutient actuellement, n'ayant tout d'abord que des renseignements vagues, a dû, avant de se prononcer, se renseigner de la façon la plus complète, afin de pouvoir réduire à néant les erreurs et inexactitudes répandues par certains journaux, en rétablissant les faits dans leur plus exacte vérité.

« Voici l'origine de la grève, comment elle a été amenée et dans quelles circonstances l'Association internationale a été appelée à intervenir :

« Depuis longtemps déjà les ouvriers du bâtiment désiraient que la journée fût réduite de douze à dix heures de travail comme dans la plupart des pays industriels.

« Le 19 janvier dernier, dans une assemblée générale de tous les corps de métier du bâtiment, les ouvriers décidèrent d'adresser à leurs patrons un rapport motivant et développant les demandes suivantes :

« 1^o Réduction de la journée à dix heures de travail au lieu de douze heures ;

« 2^o Fixation des salaires d'après un tarif arrêté comme suit par les assemblées générales de chaque corps de métier :

« Pour les tailleurs de pierre et marbriers tailleurs, 50 centimes l'heure au minimum, et l'entretien des outils à la charge des patrons ;

« Pour les marbriers polisseurs et pour les maçons, 40 centimes l'heure au minimum ;

« Pour les charpentiers, 45 centimes l'heure au minimum, et pour les ouvriers fournissant leurs outils d'usage, 15 centimes par jour en plus ;

« Pour les plâtriers peintres, 45 centimes l'heure au minimum ;

« Pour les menuisiers, 40 centimes l'heure au minimum et la fourniture des outils de l'établi à la charge des patrons. Le patron qui ne les fournirait pas payerait 2 1/2 % en sus du prix.

« Pour les ébénistes, 40 centimes l'heure au minimum ;

« Pour les ferblantiers, 40 centimes l'heure au minimum ;

« Et pour les serruriers, 40 centimes l'heure au minimum.

« De plus, pour le travail en campagne, le déplacement à payer en sus serait fixé pour tous les genres d'ouvriers en bâtiment à 80 centimes par jour lorsque l'ouvrier ne ferait que prendre ses repas au dehors, et à 1 franc 25 centimes lorsqu'il serait obligé de découcher.

« Pour tout travail fait en dehors de la journée de dix heures, l'heure en plus équivaldrait à une heure et demie.

« 3^o Enfin la suppression complète du marchandage. (6)

« Le rapport se termine en insistant sur ce point qu'il ne s'agit d'autre chose que d'une entente amicale, sans aucune pression et sans aucune idée d'entrer en lutte, car il est bien reconnu que les grèves entre patrons et ouvriers entraînent à leur suite de graves inconvénients pour les uns comme pour les autres par la haine réciproque qu'elles engendrent.

« Ce rapport envoyé à tous les entrepreneurs et chefs d'atelier, avec prière de s'entendre entre eux pour présenter les observations qu'ils jugeraient convenables, n'ayant pas obtenu de réponse, une nouvelle démarche fut tentée par les ouvriers. On leur répondit que les patrons n'avaient pas encore pu se réunir. Attente nouvelle. Puis, ne voyant rien venir, démarche encore. Pas plus de succès.

« Enfin, après avoir attendu vainement pendant deux mois, après avoir réitéré leurs démarches quatre ou cinq fois, n'obtenant que des réponses évasives — lorsqu'ils en obtenaient — les ouvriers s'adressèrent une dernière fois à leurs patrons en fixant un lieu de rendez-vous, et en les prévenant que s'ils ne leur faisaient pas l'honneur de répondre à cette invitation, ils remettraient l'affaire entre les mains de l'Association internationale, ce qui eut lieu, les patrons ne s'étant pas présentés.

« Dès qu'il eut accepté d'intervenir dans ce débat, le comité de l'Association internationale chargea une commission de trois membres de faire une nouvelle démarche en conciliation auprès des patrons ; celle-ci n'ayant pas mieux réussi que celle faite par les intéressés, une grande assemblée populaire fut convoquée pour le 23 mars, à l'effet de rendre compte aux ouvriers de la conduite des patrons et d'aviser aux mesures à prendre. C'est cette assemblée du 23 mars, tenue dans le stand de la Coulouvrenière, à laquelle trois ou quatre mille personnes assistaient, dont certains journaux ont fait tant de bruit, en essayant d'en dénaturer le but. Elle ne comportait pourtant rien que de très ordinaire.

« C'est dans cette assemblée, lorsqu'il fut bien établi que les ouvriers ne pouvaient rien obtenir à l'amiable, que la grève, ce triste expédient, cette dure nécessité, fut résolue.

« Trois corps de métier, les maçons, les tailleurs de pierre et les gypsiers ou plâtriers durent se mettre en grève le lendemain ; les patrons répondant au fait de guerre par un autre fait de guerre, la fermeture de leurs ateliers.

« Depuis lundi dernier, les terrassiers, maçons, les tailleurs de pierre, plâtriers, charpentiers, menuisiers, serruriers, mécaniciens, ferblantiers et toutes les spécialités se rattachant à ces parties, trois mille ouvriers environ sont en grève.

« Dans ces circonstances graves, la section genevoise fait appel à toutes les autres sections de l'Association internationale ; elle fait appel à tous les travailleurs, pour qu'ils viennent en aide à leurs frères de Genève.

« C'est d'une question de solidarité qu'il s'agit. Les patrons genevois refusent de traiter avec l'Association internationale ; ils veulent, disent-ils, traiter avec leurs ouvriers personnellement. Nous savons ce qu'il en coûte, à l'ouvrier, de traiter seul avec ses patrons. Que tous les travailleurs y songent bien ; la cause qui s'agit à Genève aujourd'hui, agitera ici demain ; ce n'est que par l'union que les travailleurs peuvent défendre leur salaire.

« Une souscription est ouverte au bureau de l'Association internationale des travailleurs, 44, rue des Gravilliers.

« Pour la Commission parisienne,
L'un des correspondants,
E. VARLIN,
33, rue Dauphine. »

Le jour même où l'Opinion nationale publiait cet appel, un délégué arrivait de Genève pour presser les secours. Nous étions à la fin de la deuxième semaine de grève ; jusqu'alors, les Genevois avaient espéré s'entendre à l'amiable avec leurs patrons, et ce n'était qu'après plusieurs démarches infructueusement faites pendant les dix premiers jours de grève qu'ils avaient pu se convaincre que la lutte

(6) « Marchandages. Immixtion d'intermédiaires entre les capitalistes et les travailleurs... » (D.S.).

serait sérieuse et qu'ils se décidaient, un peu tard, car les besoins étaient devenus pressants, à déléguer un des leurs auprès des ouvriers de Paris et de Londres.

Nous nous sommes mis aussitôt en campagne ; nous avons vu un grand nombre des groupes d'ouvriers, et nous sommes heureux de pouvoir dire que si nous n'avons pas trouvé autant de ressources que nous aurions pu le désirer, au moins nous avons trouvé partout l'accueil le plus sympathique pour la cause des ouvriers de Genève. Si nous n'avons pas pu leur fournir les 100.000 francs que l'on avait annoncés, au moins nous avons la satisfaction d'avoir contribué, dans la mesure de nos forces, avec le concours des travailleurs d'autres pays, à leur faire obtenir un résultat satisfaisant, quoique incomplet.

Ici, nous croyons utile d'indiquer de quelle manière a été l'aide apportée aux Genevois par le bureau de Paris.

Son organisation, pas plus que ses ressources, ne lui permettaient d'aider pécuniairement. Comme pour les grèves précédentes, il ne pouvait offrir que son appui moral auprès des travailleurs et une souscription parmi ses adhérents, la cotisation de ses membres n'étant pas destinée à constituer un capital social, mais simplement à subvenir aux frais généraux et de propagande.

Le bureau de Paris réalise l'expression exacte du but que se proposaient les fondateurs de l'Association internationale : créer un moyen permanent de relation entre les groupes de travailleurs des divers pays, établir entre eux un simple lien fédératif.

Sans ce moyen de relation, les ouvriers du bâtiment de Genève, en présence d'une grève générale qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de soutenir, n'auraient pas obtenu, ou tout au moins assez vite, l'appui des travailleurs de Paris, de Londres, de l'Allemagne, de la Suisse, dont ils avaient un pressant besoin. Tandis qu'il a suffi au comité de Genève de prévenir simultanément les différents bureaux, pour qu'immédiatement, de toutes parts, les ressources aient surgi.

La grève de Genève a produit dans le public une émotion bien plus considérable que toutes les autres grèves auxquelles nous avons assisté.

C'est qu'à Genève, elle a pris l'importance d'une lutte sociale entre le peuple et la bourgeoisie.

Au lieu de rester simple spectatrice, plus ou moins intéressée, de la lutte, la bourgeoisie genevoise a

plus que manifesté sa sympathie pour les entrepreneurs ; elle les a soutenus de toute son influence. C'était son droit ; nous ne lui adresserions pas de reproches si son concours dans la lutte avait été loyal.

Si les boulangers genevois avaient le droit strict, le droit légal de refuser du pain aux ouvriers en grève, l'humanité leur refusait ce droit.

Mais pourquoi ces manœuvres indignes, récits dénaturés, répandus par tous les journaux pour tromper l'opinion publique, intimidations de toutes sortes, menaces de troupes françaises, d'intervention de troupes fédérales ?

Nous croyons savoir que des démarches ont été réellement tentées près du Conseil fédéral suisse ; c'est M. Camperio, ministre libéral et intelligent, qui s'est opposé à toute immixtion de l'autorité dans ce différend d'intérêts purement civils. Des démarches ont-elles été tentées près du gouvernement français ? nous l'ignorons, quoique la poursuite dont nous sommes l'objet pourrait bien nous le faire croire. Mais qu'importe, nous avons rempli notre devoir de solidarité.

Maintenant, répétons ce que nous avons affirmé déjà dans maintes circonstances.

La grève, pour nous, n'est qu'un moyen barbare de régler les salaires ; nous ne l'employons qu'à regret ; car il est pénible pour l'ouvrier de se priver, lui et sa famille, pendant plusieurs semaines, plusieurs mois quelquefois, pour n'obtenir jamais qu'un salaire inéquitable.

L'Association internationale se proposait d'arriver, par l'étude des questions économiques, à des moyens pacifiques de régler la rémunération du travail ; mais les entraves que l'on met à nos études ne sont pas de nature à hâter la solution du problème social, et nous aurons sans doute encore besoin souvent de recourir à la grève pour défendre notre pain.

Telles sont les raisons que nous tenions à mettre en lumière.

Jugement : trois mois de prison et 100 francs d'amende.

Moins d'un mois après (19 juin 1864), l'affaire venait en appel. C'est Combault qui présenta alors la défense collective (que nous donnerons dans notre numéro de novembre, ainsi que les débats du troisième procès).

J. PERA

C'est le **SAMEDI 7 NOVEMBRE 1964 à 15 heures**
dans la salle du **MUSEE SOCIAL, 5, rue Las-Cases, Paris 7^e**
(Métro : Solférino)

qu'aura lieu la **CONFERENCE** sur le

Centenaire de la première Internationale

(Association Internationale des Travailleurs)

Le conférencier sera
Georges VIDALENC

syndicaliste et historien bien connu du monde ouvrier

Roger HAGNAUER et **Pierre RIMBERT** ouvriront ensuite un débat sur les affrontements d'idées qui animèrent la **Première Internationale** et qui conservent aujourd'hui une incontestable actualité.

L'UNION DES SYNDICALISTES et **LA REVOLUTION PROLETARIENNE** vous invitent cordialement à cette conférence et à ce débat.

N.B. : La date du samedi 31 octobre avait d'abord été retenue. Les organisateurs ont jugé que cette date, veille de la Toussaint, n'était pas favorable au succès de notre réunion, succès auquel nous vous demandons de participer en la faisant connaître autour de vous.

L'INTERNATIONALE DANS LA LOIRE

La Loire a été l'une des premières régions industrialisées de France. Avant la Révolution, le charbon du bassin de Saint-Etienne alimentait Paris, Nantes et le Midi ; les fonderies de fer, la quincaillerie et les armes y occupaient plus de 10.000 personnes ; 25.000 passementiers tissaient le ruban. C'est cette dernière corporation qui sera en tête des luttes ouvrières au cours du XIX^e siècle. Déjà, en 1744 et en 1771, les passementiers avaient arrêté le travail pour exiger un tarif. En 1786 et en 1787, un arrêt à peu près général du travail provoqua l'intervention de l'armée. Des animateurs furent pendus sur le Pré de la Foire, l'actuelle place du Peuple de Saint-Etienne.

A partir de 1830, on a assisté à une industrialisation rapide. Le bassin de Saint-Etienne, arrive en tête de la production de houille jusqu'en 1864 ; de 1824 à 1865 sont créées de grandes usines métallurgiques qui se spécialisent pour le matériel des chemins de fer (le premier chemin de fer fut ouvert à Saint-Etienne en 1827), de guerre et de marine. L'introduction des procédés Bessemer et Martin (1860 et 1865) permettent la production massive de l'acier. Terrenoire fut le plus important producteur d'acier Bessemer de France et la Loire compta 16 fours Martin sur les 23 qui existaient en France.

Parallèlement à la concentration industrielle se poursuivait la concentration de la population, à Saint-Etienne et dans les vallées du Gier et de l'Ondaine, qui passa de 56.000 en 1806 à 261.000 en 1881. Saint-Etienne seule comptait 92.000 habitants en 1861, elle en avait 96.000 en 1866 et 110.000 en 1872. Roanne en avait 7.270 en 1806, 19.354 en 1866 et 30.402 en 1866.

NIVEAU DE VIE

Quel était le niveau de vie de la population ouvrière ?

Il est très difficile de l'établir. Au moment où naquit l'Internationale, la journée de travail était encore de 11 à 13 h. Les salaires variaient d'une industrie à l'autre. Le salaire moyen des mineurs était de 3,46 en 1859 ; 3,72 en 1868, 4,34 en 1872 pour une journée s'étalant de 5 h à 18 ou 19 heures. En 1865, les menuisiers gagnaient de 3,50 à 3,75 par jour, mais à Saint-Chamond, une ouvrière du textile avait 1,20 F pour une journée d'au moins 12 heures de travail.

En 1872, les maçons gagnent de 3,25 à 4,50 ; les serruriers de 3 à 5,25 ; les charpentiers de 4,50 à 5,50 ; les cordonniers de 2 à 4 F.

Que représentent ces salaires en marchandises et en services ?

Voici un tableau comparatif des dépenses d'une famille de 4 personnes d'ouvriers des cuirs et peaux, en 1846 et 1866 :

Dans le même temps où le salaire journalier était passé de 4,25 à 4,83, on enregistrait :

	1846	1866
logement	125	300
pain	383	300
autres dépenses alimentaires	730	876
chauffage et éclairage	50	62
blanchissage	50	72
vêtements	150	200
mobilier	50	50
impositions locatives	—	9
	1538	1869

En 1874 M. Reynaud, membre de l'Institut, dans son ouvrage « Le Fer et la Houille », nous donne les précisions suivantes sur la vie d'un ménage ouvrier de la vallée du Gier :

« En décomposant les chiffres, on aboutit, pour l'ouvrier le moins payé à une recette annuelle de 800 à 900 F, pour l'ouvrier le mieux payé à 2.800 et 3.000 F. Les degrés intermédiaires sont remplis par des sommes qui correspondent à l'activité et à l'habileté des sujets. Ajoutons que les hauts salaires n'intéressent qu'un très petit groupe et que le gros nombre se trouve du côté des salaires moyens ou inférieurs.

« Dans une série de calculs qui m'ont été fournis et dont j'ai recueilli moi-même les éléments, il résulte que, dans la vallée du Gier, la dépense de bouche est en moyenne de 40 centimes par tête et par jour. Il va sans dire qu'au sein d'une famille la distribution s'en fait inégalement. Les travaux de force exigent une nourriture substantielle (viande, vin), la femme et les enfants n'ont dès lors qu'une part bien réduite, du laitage, des farinieux, un peu de charcuterie dans les grands jours... Dans le ménage qui me sert de type, un couple et deux enfants, voit 684 F sur 800 absorbés en vivres, il ne reste que 216 F pour le loyer, l'entretien, le chauffage, l'école et les menus frais. Il y a insuffisance évidente, le loyer seul comporte une centaine de francs ; la ruine est au bout si la femme et les enfants n'apportent pas leur contingent de recettes ».

Le pain bis et les pommes de terre constituaient la base de la nourriture.

Voici l'évolution du prix de quelques aliments en 1863, 1870 et 1884 :

Pain bis blanc : 0,30, 0,44 et 0,50.

Pommes de terre : 7,50 le quintal, 8 à 10 f et 4,93.

Bœuf : 1,50 le kilo, 1,40-1,45 et 1,59.

Porc : 1,40, 1,60 et 1,53.

ACTION OUVRIERE

Malgré la répression de 1852 après le coup d'Etat marqué par 115 condamnations par la commission mixte de la Loire, dont 1 déportation à Cayenne, 21 en Algérie, 13 internements, l'action ouvrière reprit, tantôt spontanée, tantôt organisée par les militants des sociétés de secours mutuels ou des sociétés secrètes. Des grèves éclatèrent dans toutes les corporations : mineurs de Roche-la-Molière, 1863 ; mineurs d'Unieux, teinturiers, charpentiers, veloutiers en 1865.

C'est la corporation des passementiers qui engagea les luttes les mieux organisées et c'est chez ses militants que, dès 1831, se manifesta une « capacité politique » que nous ne retrouverons pas avant la fin de ce XIX^e siècle. Les mineurs avaient fait preuve d'un esprit de classe bien marqué déjà, en 1846, pendant la grève et surtout en 1848 quand ils imposèrent aux compagnies leur Comité central qui déterminait et imposait les conditions de travail dans les mines. Les mineurs de Rive-de-Gier avaient fait reconnaître leur délégué élu : Antoine Pugnet. Mais dès 1834, les passementiers, déjà organisés dans leur mutuelle avec ses 86 sections de chacune 16 à 18 membres, avaient arrêté en masse le travail, en accord avec leurs camarades lyonnais.

Ils avaient déjà voulu acheter des métiers pour déterminer le gain réel des ouvriers et intervenir plus efficacement dans la détermination des prix, grâce à une mise de fonds de 1 à 1,50 par métier. En 1840, ils tentèrent de créer leur Association industrielle, vaste coopérative de produc-

tion qui aurait centralisé et réparti entre tous les ouvriers les commissions reçues (commandes), réglé les heures de travail et fixé les salaires. L'idée fut reprise en 1849 avec le projet de constitution de la société de bienfaisance qui devait être formée de 200 sections de 60 sociétaires chacune, avec une cotisation mensuelle de 0,50 F, au même moment où les passementiers imposaient la limitation de la journée de travail en brisant les vitres des ateliers qui continuaient le travail après l'heure de fermeture fixée par eux.

Deux grandes grèves marquèrent la fin de l'Empire, alors que les idées de l'Internationale avaient pénétré dans le bassin de Saint-Etienne : celle des veloutiers de 1865 et celle des mineurs de 1869.

LA GREVE DES VELOUTIERS DE 1865

Déjà en juin, un comité de 11 membres avait été désigné à la suite d'une réunion pour arrêter un tarif et, en juillet, une pétition avait été rédigée pour demander la création d'une société de secours mutuels.

Dès les premiers jours de septembre, le mécontentement se précisait : Trois réunions se tinrent, dont une le 24, au bois de Solaure (banlieue de Saint-Etienne) où 400 à 500 veloutiers décidèrent de commencer l'arrêt de travail dans deux maisons tirées au sort (David et Giron). Le mouvement fut général, le 1^{er} octobre, et dura près de deux mois, englobant 2.200 veloutiers et provoquant le chômage de 7.000 ouvriers (ourdisseuses, dévideuses, teinturiers).

L'organisation de la lutte était parfaite : la ville était divisée en 4 sections avec un chef à sa tête, chaque section constituée de 12 à 14 groupes composés, chacun, de 10 à 19 ouvriers. Au sommet, le Comité Central, Pierre Dupin (qui sera arrêté en 1870 comme adhérent à l'Internationale) en est le président ; Chaize, le vice-président ; Thomas, le trésorier (chez lui se tenaient les réunions) ; Ledin, le secrétaire ; Fontvieille, le sous-secrétaire, et Bonnet.

Une instruction fut ouverte contre eux pour « délit d'association illicite de plus de 20 membres, délit d'atteinte à la liberté du travail portée par défense ou interdiction ».

Le 21-11-65, Chaize fut condamné par le Tribunal correctionnel de Saint-Etienne à trois mois de prison, Dupin, Thomas, Bonnet et Fontvieille à deux mois, Ledin à un mois, tous condamnés solidairement aux dépens. De nombreuses condamnations de quatre à un mois de prison avaient déjà été prononcées le 11 novembre pour menaces et violences pendant la grève.

GREVE DES MINEURS DE 1869

Chez les mineurs, une certaine agitation s'était manifestée à plusieurs reprises, depuis la création de leur société de secours mutuels « La Fraternelle », en 1865 et au moment du procès intenté aux compagnies, avec Jules Favre, en 1866, pour exiger des comptes au sujet des sociétés de secours qu'elles dirigeaient et où aucun représentant ouvrier ne siégeait.

Mais ce n'est pas la Fraternelle qui sera à la base du mouvement de 1869. Au contraire. Au départ, en 1865, un compromis avait été réalisé entre le préfet et les représentants de la société, le préfet manifestant son désir d'aider les mineurs à condition qu'ils ne fassent pas de politique. Mais, en 1869, à la veille des élections, le préfet interprète à sa façon cette espèce de pacte. Il s'engageait à demander au corps législatif une loi relative à une meilleure organisation des caisses de secours et à soutenir les revendications des mineurs auprès des compagnies si, en retour, la Fraternelle

usait de son influence sur les ouvriers en faveur du candidat officiel (délégation du 17 mai 1869).

La lutte serait dure à Saint-Etienne. Impossible d'empêcher l'élection de Dorian dans la première circonscription, mais il fallait assurer l'élection du candidat officiel : Charpin de Feugerolles, contre César Bertholon, dans la deuxième. On avait remanié les circonscriptions, mais le préfet voulait gagner des voix chez les mineurs. La Fraternelle marcha dans son jeu et son secrétaire-trésorier Peyrot, invita tous ceux qui voulaient que la société devint grande et prospère, à voter résolument pour le candidat de l'empereur.

Le mouvement partira spontanément de Firminy lorsque les mineurs apprendront l'élection du candidat cléricalo-conservateur. Une ambiance de nervosité régnait depuis l'ouverture de la campagne électorale et l'on savait que des mouvements et des troubles s'étaient produits à Paris, à Bordeaux, à Marseille et à Nantes.

C'est le 10 juin au soir que l'agitation atteignit son comble à Firminy, où des militants venus de Roche-la-Molière, dont un, entre autres, en casquette et blouse blanche, un certain « Petit-Rouge » (qui s'appelait en réalité Micol) prêchait la grève. La grève fut décidée pour le 11. Dès le matin, les puits étaient abandonnés tandis qu'une bande partie de Firminy et grossie au Chambon et à la Ricamarie, allait, en se divisant, porter l'ordre de grève dans les différentes parties du bassin.

Le 16 juin, 14 des manifestants qui s'opposaient au transfert de la prison de 40 des leurs étaient frappés mortellement par les balles des soldats du 4^e de ligne.

L'INTERNATIONALE ET LA GREVE

L'Internationale joua-t-elle un rôle dans le déclenchement et dans la conduite du mouvement ? C'est ce qu'aurait voulu prouver le procureur au Tribunal correctionnel, le 5 août 1869, en évoquant la présence de cet étranger qu'on appelait le Petit-Rouge, mais qu'on ne tenait pas tant à arrêter puisqu'on le vit se promener en toute tranquillité sur les marches du Palais de Justice. C'est ce qu'aurait voulu établir le président en insistant auprès des ingénieurs témoins pour qu'ils affirment que des envoyés de l'Internationale étaient intervenus, mais aucun témoin n'est affirmatif. Cette accusation ne peut être retenue pour les 14 condamnés à des peines allant de 1 à 15 mois de prison.

L'Internationale dut pénétrer surtout par le canal des groupes de passementiers de Saint-Etienne, et de tisseurs dans la région de Roanne, qui étaient en rapports suivis avec leurs camarades lyonnais, influencés par les militants tisseurs de l'Internationale. L'opposition démocratique exerçait alors une très grande influence sur la population. Dès le 1^{er} janvier 1869, elle lançait son quotidien « l'Eclaireur », dont le programme était celui du parti démocratique de Dorian, et comportait la défense de toutes les libertés, la laïcité de l'Etat, l'instruction gratuite et obligatoire, la transformation des armées permanentes et offensives en milices nationales et défensives, programme hardi qui avait été signé par les membres influents de l'Internationale : Chastel, Duvand, Vachez, Pierre Boissonnet et Dupin. Duvand sera rédacteur, puis rédacteur en chef de l'« Eclaireur ». Tous ces camarades se retrouveront dans le comité antiplébiscitaire d'avril 1870 qui verra son action couronnée de succès puisqu'à Saint-Etienne, il y aura 13.827 non et 4.958 oui. L'influence de l'Internationale se manifesterà à la fois par le canal des groupes démocratiques et par ses organisations propres. Ses membres participeront à la vie de nombreux cercles qui se constituent alors ou fonctionnent

déjà en 1870 : le Cercle des travailleurs, le Cercle du travail, le Cercle des travailleurs réunis de Saint-Etienne et de Saint-Chamond, le Cercle du Proletariat.

D'après Testud (« l'Internationale »), dès décembre 1868, l'Internationale aurait eu des adhérents à Saint-Etienne et Gérard aurait été désigné pour entrer en relations avec les militants lyonnais. Une section aurait été fondée dès octobre 1869 par A. Richard, avec Chenet Marius, mécanicien, 7, rue de la Montat à Saint-Etienne, comme correspondant.

Mais en mars 1870, Louis Martin, de Lyon, écrivait à Varlin au nom de la commission de la société de prévoyance et de solidarité des ouvriers passementiers de Lyon : « Cessez toute correspondance avec Chenet. Nous avons toutes les preuves en mains qu'il est vendu à la police ». Ce qui permet à Testud, de qualifier Chenet d'agent du commissariat central.

Les sections stéphanoise et lyonnaise, en étroite liaison connurent alors une grande activité.

Dans la nuit du 5 au 6 mai 1870, un vaste coup de filet est effectué dans la région lyonnaise et à Saint-Etienne. Dans cette dernière ville, 6 prévenus d'affiliation à la société internationale doivent être arrêtés. Philibert et Berger sont laissés en liberté, Boissonnet n'est plus inquiété après avoir déclaré qu'il n'est pas adhérent à la société, mais Delaye, Dumas et Dupin sont transférés à Lyon et ne seront libérés que le 23 mai. Le 8 août Dupin, Dumas et Delaye, veloutiers, Berger, passementier, Philibert, caoutchoutier, seront cités devant le tribunal correctionnel de Lyon avec 33 autres prévenus sous l'inculpation « d'avoir, à Saint-Etienne, depuis moins de 3 ans, étant membres de l'Association Internationale, commis le délit de société secrète prévue et puni par le décret du 27 juillet 1848 et celui d'association illicite prévu et puni par l'article 291 du Code pénal ». (« Eclairer » du 30 août).

Le 11 août, le Tribunal correctionnel de Lyon prononce le renvoi à trois semaines. La proclamation de la République, le 4 septembre, mit fin aux poursuites.

L'INTERNATIONALE ET LA COMMUNE

Une certaine agitation se manifeste en août 1870 à Saint-Etienne. Elle inquiétait même le préfet de la Loire, qui le 11 de ce mois, écrivait au ministre de l'Intérieur.

« Malgré tout mon dévouement, il me sera impossible de résister longtemps aux mauvais agissements de la démagogie dans une ville composée en grande partie d'ouvriers fanatisés par le socialisme ».

Le 14 du même mois, une manifestation avait lieu sur le cours Fauriel, au Rond-Point.

Le 20 septembre 1870 avait été constitué un comité de salut public à Saint-Etienne, mais le groupement définitif qui prendra en mains « la propagation » et la défense des principes de la démocratie radicale sera le Comité central républicain, composé de 80 membres, 20 par canton. Il avait un bureau de 16 membres qui siégeait rue de la Vierge à Saint-Etienne, dans une salle de l'asile des sœurs, d'où son nom de « Comité de la rue de la Vierge ». E. Faure, Chastel, Durbize et Adrien Duvand, le jeune Caton... internationalistes convaincus, en seront les vrais animateurs avec le jacobin Jolival, chef de la Garde nationale.

Le mouvement pour une Commune révolutionnaire fut bien lancé à Saint-Etienne. Il entraîna jusqu'à la veille de l'insurrection une grande partie des démocrates de l'opposition républicaine.

Les éléments les plus avancés, les internationalistes fondèrent un journal imprimé sur feuille

autographique « La Commune ». Le n° 1 parut le 2 décembre 1870. Le gérant est Chastel et Durbize le rédacteur principal. Le dernier numéro, le n° 37, paraîtra le 26-3-71.

Il défendait l'action des comités républicains cantonaux en formation dès le 5 septembre et attaquait violemment le gouvernement provisoire et, en particulier, Gambetta.

**

Les élections, à l'Assemblée nationale constituante, en février, avaient montré que le courant communaliste n'avait pas de racines profondes dans la population. L'alliance démocratique constituée à cette occasion, avait simplement repris le programme des oppositionnels à l'Empire, pour une république démocratique et laïque. Elle présentera Dorian, Boudarel et Duché (le fils du constituant de 1848), à Saint-Etienne ; Audiffred à Roanne, Deschamps, à Saint-Chamond, et Martin Bernard, à Montbrison.

Le comité de la rue de la Vierge avait également Dorian et Duché sur sa liste où figuraient le général Cluseret, Jolival et les internationalistes Durbize et Duvand.

Le seul élu de la gauche, sur onze, sera Dorian, ministre des P.T.T. avec 79.508 voix, Thiers a 50.665 voix, tandis que le proscrit de 1852, Martin Bernard, n'en aura que 38.127, Cluseret 8.577, Durbize 7.952, Duvand 7.941. Le peuple ne suit pas. Mais le Comité central reprend son agitation.

**

Le maire Boudarel demandera au Conseil municipal de faire voter pour ou contre la proclamation de la Commune et il démissionne le 23 mars 1871, suivi par son Conseil municipal, moins huit membres.

A 10 heures, un bataillon de la Garde nationale vint se ranger sur la place, salué par les cris de « Vive la Commune » par une foule déjà dense.

Vers midi, la troupe de ligne et deux escadrons de chasseurs prirent position devant l'Hôtel de Ville, mais le préfet, cédant aux sollicitations d'une délégation du Conseil municipal et d'autres personnalités, les fit renvoyer.

Vers 4 heures, après un coup de feu parti d'une fenêtre donnant sur la place et qui tua un manifestant, les bataillons de la Garde nationale marchèrent sur l'édifice municipal et l'occupèrent, arrêtant et gardant à vue le nouveau préfet, de l'Espée. Au même moment, une compagnie entraînée par Et. Faure allait débaucher la Manufacture nationale d'armes.

Le préfet refuse toujours de proclamer la Commune. Vers 10 h du soir, un nommé Fillon, qui veut défendre le préfet contre la foule qui afflue, tire un coup de revolver, tuant un manifestant, cela provoque la riposte des émeutiers qui abattent le préfet et deux hommes qui le protégeaient.

Après l'occupation de l'Hôtel de Ville, les chefs du Comité central constituèrent un comité provisoire pour administrer la Ville en attendant les élections fixées au 29. Il avait à sa tête le jacobin Jolival, chef de la Garde nationale, et comprenait, entre autres, Chastel, Durbize, Faure, Tamet, Caton, membres de l'Internationale, mais le 27 au matin, ce comité avait quitté l'Hôtel de Ville.

La répression fut sévère : six condamnés à la déportation, un à 10 ans et un à 8 ans de détention, un à 10 ans de travaux forcés, onze à des peines de 1 à 5 ans de prison.

L'INTERNATIONALE SE REORGANISE EN 1871

Le 27-7-1871, deux chefs présumés de l'Internationale sont signalés dans la Loire : Blondel Louis, ajusteur, originaire de Saône-et-Loire, et Prieur

Alexis, originaire de la Nièvre, qui auraient été compris dans les mesures de sûreté en 1856 à la suite des événements du 14 janvier.

Une note de la Sûreté générale du 10 août 1871 attire l'attention du préfet sur Boiron et Vachez, de Terrenoire. Vachez est à la fois adhérent à l'Internationale et à l'Alliance.

Le commissaire de police spécialement chargé de la sûreté publique avait, dès le 5 avril signalé qu'« à Terrenoire, tout comme à la Ricamarie, à Firminy et au Chambon-Feugerolles, il règne une grande agitation. Il est très exact que des émissaires et des délégués de Saint-Etienne et de Lyon se rendent fréquemment à Terre-noire et se font les intermédiaires des différents comités ou sections de l'Internationale et entretiennent ainsi l'agitation... »

« C'est dans les établissements publics et au grand jour qu'on distribue aux ouvriers journaux et publications malsaines ».

Le 9 novembre, dans un rapport, le préfet apporte la preuve de la réorganisation de l'Internationale :

L'Internationale qui a une action intermittente reprend en ce moment son activité. Elle constitue des groupes où elle fait entrer des membres de l'Alliance républicaine qui avait de longue date des accointances avec les internationalistes de Saint-Etienne. Ces groupes sont constitués d'un nombre de membres inférieur à 20. Il y en a en ce moment six de formés dans les conditions suivantes : DUPIN, cafetier, et DUMAS, passementier, organisateurs de Polignais ; BOISSONNET, 14, rue des Tilleuls, passementier, organisateur de Montaud ; LYONNET, armurier, 14, rue de Lisle, organisateur du Treuil ; GILLET, aiguiseur à la Manufacture, 19, rue du Jeu de l'Arc, organisateur de la rue de Lyon ; DENIS, passementier, 37, rue de Montaud, organisateur du quartier de Jacquard.

Des sept, seul DUPIN est en même temps membre des deux associations, trait d'union avec l'Alliance, comme l'Internationale aime à en avoir partout. »

Étaient-ils nombreux les internationalistes ? Il est très difficile d'en dresser la liste exacte. La Sûreté générale donne des listes, mais souvent erronées, telle par exemple, celle du 7 février 1872 où figurent de la Thibauderie Seignover, Pouillot, Rondelle, Partourout qui, en réalité, étaient membres du Comité des ouvriers serruriers de la ville de Saint-Etienne qui, en mars 1870, avaient informé leurs patrons qu'à partir du 1^{er} avril, la durée de la journée de travail serait de 10 h au lieu de 11, sans réduction de salaire. Nous n'avons pas relevé plus de 80 adhérents certains, encore quelques-uns ne sont pas de la région.

L'INTERNATIONALE ANTI-AUTORITAIRE

Après 1872, l'Internationale, dont le siège avait été transféré à New-York, s'éteignit ; la minorité anti-autoritaire qui s'était retirée au congrès de La Haye, tentera de recréer entre les Fédérations autonomes acquises à ses idées, un bureau de liaison que l'on considérerait comme le continuateur de l'Internationale, dont il conserverait le nom.

En France, quelques groupes continuèrent à fonctionner, dont deux à Lyon, un à Saint-Etienne et deux dans le Roannais, restant en liaison entre eux et avec les dirigeants des fédérations voisines et surtout avec Camet, Brousse, Bakounine et James Guillaume de la Fédération jurassienne.

A Saint-Etienne, c'est Dupin et Gillet qui animent la section. Dupin est en rapport avec la section lyonnaise.

Dupin était « pisté ». On sait qu'il a donné 150 F à Deville pour dépenses de cartouches. La famille de Deville, ouvrier tulliste, serait originaire de Roanne, le père se serait fait remarquer en 1848.

Gillet est en relation avec les animateurs de l'Internationale, Camet et Brousse. Il correspond avec Bacconi, qui est à Locarno. Ses lettres arrivent chez Mme Rambaud, épicière à Roanne, adressées sous une deuxième enveloppe à Mlle Louise et parviennent à Gouttenoire qui les transmet à Gillet. La police sait que Gillet imprime un journal sur presse autographique, dans la cave de la maison de sa tante, à Valbenoite : « Le Bulletin de la Révolution sociale ».

Le 1^{er} avril, le groupe de Saint-Etienne se réunit dans une carrière abandonnée des environs de la ville et on s'y occupe de l'organisation d'un congrès régional ; une autre le 22 mai dans un garage abandonné. Le Congrès et le repas auront lieu le 8 juin chez des parents de Gillet qui tiennent un restaurant au Chat, quartier de la Richelandière, à Saint-Etienne. Chaque membre emmènerait un camarade coucher chez lui.

A l'ordre du jour du congrès « Organisation révolutionnaire, mesures à prendre relativement aux événements qui se préparent. »

S'y rendront : Boriasso qui représentera les sections lyonnaises ; Gouttenoire, la section de Roanne ; Dupin. Gillet expose les projets à l'étude, lit une circulaire de Bakounine.

Le 3 juin, une circulaire, datée de Barcelone et signée d'Alerini, Brousse et Camet, avait donné des conseils pour l'action à entreprendre et, le 30 juin, une caisse de vin provenant de Cette et contenant des exemplaires de « la Solidarité révolutionnaire » arrivait pour Gillet, qui se trouvait alors en Suisse, où il avait rencontré Bakounine, James Guillaume et Camet.

Revenu de Neuchâtel le 3 juillet, Gillet organise à Lyon, avec Boriasso le congrès du 15 août.

Ce congrès n'aura pas lieu, à la Brasserie Georges, comme prévu, car des policiers ont été signalés. Les délégués se rendront donc au comptoir national, rue de la Charité, où ils se trouveront au sous-sol. On déjeunera au restaurant parisien, rue des Remparts-d'Ainay. Gillet, Lachal, Gaspard et Chazot y représentent la section de Saint-Etienne ; Gouttenoire, la section de Roanne ; Laffay, la section de Saint-Victor-sur-Rhins, dans le Roannais. Il est entendu qu'on causera seulement de la question de l'émigration à La Plata.

Ils sont là 30 délégués qui discuteront et adopteront le programme anti-autoritaire et se prononceront pour des groupes locaux autonomes, simplement reliés entre eux par ces Comités de correspondance. La France est divisée en quatre régions : Centre, Ouest, Est et Midi. Chaque département à un comité formé d'un délégué par groupe et déléguant à son tour un représentant au Comité régional, dépouillé, lui aussi, de toute autorité.

Ainsi est créée la Ligue révolutionnaire qui aura pendant six mois, son siège à Saint-Etienne et dont le bulletin de Gillet « Le Bulletin de la Révolution Sociale » sera l'organe mensuel.

Le 1^{er} septembre, avait lieu le sixième congrès de l'Internationale à Genève où Dupin se rendit le 4 seulement. Alerini de Marseille avait le mandat de Roanne.

Le 31 octobre 1873, au café du Chat à Saint-Etienne, douze membres de l'Internationale sont réunis dont Dupin et Camet.

On discute le programme rédigé par Camet, en prévision du succès d'un mouvement insurrectionnel qui proclamerait la Commune à Lyon d'abord. Le pays était alors menacé d'une restauration monarchique et les libéraux s'organisaient pour défendre la république. Ils avaient constitué un comité central à Lyon. Camet était entré en rapport avec eux et un accord avait été conclu sur le caractère du nouveau pouvoir en cas de réus-

site de l'insurrection. Une commune libre et autonome serait proclamée, elle décréterait la dissolution de la police et de l'armée permanente, l'abolition des codes, lois, décrets, de la magistrature, un tribunal populaire rendant la justice.

LES PROCES DE LYON

Selon le procureur, au procès d'avril 1894, Camet aurait déclaré à Gillet que le Comité central, puissant et organisé, aura des groupes armés qui marcheront sur Givors et Villefranche pour attirer les troupes hors de Lyon. Le Comité central occupera alors l'Hôtel de Ville.

Au cours de ce procès qui s'ouvrit le 20 avril devant le Tribunal correctionnel de Lyon, nous ferons connaissance avec Ayele, de Roanne, à qui on reprochera une condamnation de jeunesse à 15 mois de prison pour être descendu dans une cave boire du vin avec des camarades.

Nous verrons Laffay, de Saint-Victore-sur-Rhins, qui est seulement venu se promener à Lyon le 15 août 1873.

Polosse, sous l'Empire — nous apprendra le procureur — a organisé des grèves, puis des banquets de libres penseurs, des enterrements civils.

Le 4-9-70, il a remplacé le drapeau tricolore par le drapeau rouge, à la mairie. Après la chute de la Commune, il alla à Genève et vécut avec des réfugiés, Perard notamment.

Gouttenoire fut l'un des fondateurs de la coopérative de consommation « la Solidarité » dont il sera le président.

Mais le véritable organisateur était Gillet, dont nous apprenons qu'il fut condamné, en 1856, à un mois de prison pour vol et vagabondage par le Tribunal correctionnel de Lyon.

— J'ai pris 14 francs, précisera-t-il, pour m'échapper d'une communauté religieuse où m'avaient placé mes parents.

Plus tard, il travailla à la manufacture nationale d'armes d'où il fut renvoyé pour ses opinions.

En 1872, il collabora au journal « le Radical de la Loire » sous le nom de Nerval.

Le verdict, rendu le 25 avril, était sévère : Gillet, comme Camet, étaient condamnés à 5 ans de prison ; Gouttenoire, Durin et Borliasse à 3 ans ; Deville à 2 ans ; Lachat et Ayele à 1 an ; Chazot à 6 mois, tous à 5 ans de privation de droits civiques et à 50 francs d'amende. Polosse était acquitté.

SURVIVANCE DE L'ESPRIT DE L'INTERNATIONALE

En 1881, l'esprit de l'Internationale se retrouva dans les interventions des jeunes participants du deuxième congrès de la Fédération de l'Est (Coupat, Croizier). Les anarchistes Ricard, Et. Faure et Régis Faure seront encore poursuivis pour adhésion à l'Internationale au procès du Comité central (des 66), à Lyon, mais nous ne verrons vraiment revivre l'esprit de l'Internationale qu'avec la constitution de la Fédération des Bourses du Travail, à Saint-Etienne, le 7 février 1892.

Oh ! ils n'étaient pas nombreux au congrès, les délégués appelés à constituer le nouvel organisme : dix bourses du travail directement représentées et trois n'ayant pas envoyé de délégués faute de fonds. Les délégués de la Bourse du Travail de

Saint-Etienne qui décidèrent la tenue du congrès le 15 décembre 1891, étaient pour la plupart dirigeants du parti socialiste et, en tant que tels, orientaient l'activité des syndicats. Le sens et la portée du nouveau mouvement a pourtant été bien compris. Dans le n° 24 du Journal de la Bourse du Travail de Saint-Etienne (février 1892), nous lisons en effet ces lignes : « Ces dernières assises du travail, auront une influence énorme sur les destinées futures du prolétariat et contribueront puissamment à son triomphe.

« Oui, car, pour les Bourses fédérées, plus de sectes parmi les travailleurs. Les ouvriers forment ainsi un parti unique... C'est la classe d'en bas, prenant énergiquement en mains les rênes de ses intérêts et choisissant pour guide la devise lumineuse de l'Internationale « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Nous voilà revenant à 1864. Nous disons revenant, car les syndicats de la Loire, dans leur ensemble ne seront gagnés à cet esprit nouveau qu'après l'entrée des anarchistes dans les syndicats, après le vote de la Charte d'Amiens ; esprit nouveau qui sera celui de l'Union Départementale de la Loire constituée en 1911, alors que la Fédération des syndicats et groupes fédératifs de Roanne et de Saint-Etienne qui fonctionnaient en fait depuis 1881, avaient toujours subi la tutelle du parti ouvrier.

La devise de l'Internationale constitue un acte de foi dans le travailleur libre, mais non isolé de la société, n'éprouvant pas le besoin de se tourner vers un Dieu, un César, un tribun, pour assurer son émancipation, et s'écriant avec Pottier : « Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes, décrétons le salut commun. »

La société industrielle évolue. Les propriétaires des moyens de production n'en sont plus les maîtres tout puissants, ni les animateurs. La machine n'est plus le monstre infernal qui plie l'ouvrier son esclave, à son rythme : le travailleur qualifié, dont l'importance croît, éprouve à son tour, après l'homme de métier de 1900, le besoin d'intervenir dans la gestion de l'entreprise et de l'économie, directement ou par la voie de ses représentants directs, et cela dans le même moment où le producteur paysan prend en mains sa propre cause. Ces deux manifestations de « capacité politique » constituent, pour le moment, un retour au socialisme ouvrier dont le caractère se trouvait exprimé dans la devise de l'Internationale et elles peuvent être renforcées par l'application des techniques nouvelles de l'ère atomique, par la décentralisation des institutions qui pourraient en être la conséquence : le producteur libre entre de nouveau en scène, plaçant lui-même sa cause, avec la volonté de la faire triompher lui-même, ayant pleinement conscience de la réalité économique et sociale et des responsabilités que son intervention implique. La voie n'est pas libre. Il y a encore des propriétaires parasites et il y a des coordinateurs et directeurs du système qui, avec un bon nombre de bureaucrates, voudront naturellement conserver ou raffermir le pouvoir qu'ils détiennent déjà en fait. C'est même là l'obstacle principal, à l'Est comme à l'Ouest, mais il n'est pas insurmontable et un mouvement libre, bien orienté peut en avoir raison. Reste à le constituer.

U. THEVENON

Pour que la R. P. atteigne allègrement son 40^e anniversaire

Lisez l'Entre Nous à la page 2 de la couverture. Entendez l'appel de ceux qui depuis 40 ans font vivre notre revue, en sacrifiant leur temps et leur argent...

Faites pour elle ce que vous devez faire. Et elle entrera rajeunie et renforcée dans sa 41^e année.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

LE Ve PLAN ET LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL.

Nous vivons encore sous l'empire du IV^e Plan. Un IV^e Plan tempéré, modéré, freiné par le plan correctif dit de « stabilisation », barrage de papier qui laisse fuir de partout les hausses de prix, en premier lieu de ceux des biens et services livrés par l'Etat, hausses qui nous sont particulièrement sensibles en cette période de rentrée. C'est quand même un des traits caractéristiques du capitalisme de notre époque que le fait qu'il se développe dans le cadre plus ou moins rigide d'un plan. Que ce plan ne soit pas autoritaire, mais souple, qu'on y parle moins de contraindre que de faire jouer des freins, ou des accélérateurs, ou même des « cli-gnotants », seuls s'en plaindront les fous, ou les doctrinaires qui confondent l'instrument avec l'objectif (ce qui est une forme de folie assez répandue). Contentons-nous pour aujourd'hui de dire, pour ne rien lâcher du bout que nous tenons dans la discussion engagée, que le plus ou moins grand autoritarisme du plan traduit le plus ou moins grand degré d'avancement du capitalisme d'Etat et la plus ou moins grande installation de la classe dirigeante nouvelle qui le représente.

La classe ouvrière n'est pas contre le plan, en principe. Elle y regarde seulement ce qu'il prétend faire de sa condition, principalement des deux objectifs qui furent et qui restent toujours les siens : augmentation des salaires réels et diminution du temps de travail, ces deux objectifs évidemment toujours combattus par la classe qui vit du profit réalisé par l'exploitation du travail. La lutte de classe, c'est cela, et pas autre chose. Sur ces deux points, les syndicats ouvriers se doivent d'apporter des correctifs au plan des experts officiels, et même plus qu'un plan correctif : un contre-plan.

Pour la réduction du temps de travail, le IV^e plan qui s'achève a été complètement négatif. La France reste, parmi les pays industriels, celui où l'on travaille le plus longtemps dans la journée et dans la semaine.

Les réductions d'horaires que nous connaissons en cette fin du IV^e Plan n'infirment pas cette caractéristique générale. Elles ont lieu dans certaines industries seulement — l'automobile tout particulièrement — et il n'est pas sûr que tout calcul des experts « stabilisateurs » soit exclu de cette opération. En outre, malgré la compensation partielle des fonds de garantie — quand ils existent — ces diminutions de temps aboutissent à des diminutions de salaire, ce qui est tout autre chose que la réduction du temps de travail avec un pouvoir d'achat au moins égal qui constitue la revendication ouvrière dans tous les pays et qui devrait être la conséquence du progrès technique et social.

Que les travailleurs et leurs organisations ne se laissent surtout pas impressionner, dans cette grande bataille sociale, par les lamentations des économistes, des spécialistes, des hommes « qui savent ». Ceux-ci reprendront leurs arguments sur la réduction relative de la population active, alors que s'accroît la population inactive du premier et du troisième âge ; ils invoqueront la multiplication des besoins à satisfaire, le rythme de croissance de la production par tête d'habitant, le freinage de l'expansion qu'entraînerait la réduction du temps de travail. Ces théoriciens du conservatisme social n'osent pas dire que cette revendication est fautive ;

ils l'estiment « prématurée ». Toutes les conquêtes sociales ont toujours été jugées « prématurées ». Si les ouvriers, dociles aux conseils qui leur sont prodigués, attendaient que les conditions économiques qu'on leur expose soient ainsi réunies, que la situation se trouve mûre pour que de plus grands loisirs leur soient octroyés (autrement dit : pour que les alouettes leur tombent toutes rôties dans le bec), ils attendraient longtemps en vain. La revendication et l'action ouvrières sont les moteurs du progrès, et du progrès technique d'abord. Elles sont, précisément les premières conditions nécessaires de l'accélération des progrès industriels et, en conséquence, de la diminution de la peine des hommes au travail.

C'est avec cet esprit social dynamique que les syndicalistes doivent examiner les grandes lignes du V^e plan, celui qui intéresse la période 1966-70, telles que nous les voyons dessinées dans le projet de rapport que vient de rendre public M. Pierre Massé, commissaire général au Plan.

Nous reconnaitrons d'abord les bonnes intentions contenues dans ce rapport. Et si nous devons nous contenter de bonnes intentions, nous pourrions nous estimer satisfaits.

« Une réduction forte et délibérée de la durée du travail peut constituer un objectif valable pour une société avancée comme la nôtre. » Voilà déjà une bonne déclaration de principe. Je pense bien que cela « peut constituer un objectif valable » ! Cela « doit » constituer, « devrait » en constituer un.

« Mais (il y a déjà un : mais) on doit avoir conscience que dans l'état présent de nos possibilités techniques et de nos ressources en main-d'œuvre, particulièrement en main-d'œuvre qualifiée, un tel choix devrait s'accompagner de celui d'un taux d'expansion nettement plus faible... » En admettant que la réduction du temps de travail réduise en même temps le taux d'expansion (les deux variations sont loin d'être proportionnelles, comme le reconnaît plus loin le rapporteur lui-même), cela ne nous arrêterait pas : l'homme ne vit pas pour l'expansion industrielle qui ne doit être que le moyen de satisfaire plus facilement des besoins jugés, par lui, utiles et de lui procurer plus de bien-être et de liberté. Nous nous accommoderions d'une expansion plus lente si elle s'accompagnait d'une réduction sensible du temps de travail, même s'il était établi — mais ça n'est nullement établi — que celle-ci entraîne nécessairement celle-là.

Compte tenu des raisons fort discutables qu'ils fournissent, les experts gouvernementaux estiment qu'il ne serait pas « prudent » « d'envisager dès maintenant des mesures tendant à une réduction importante et générale de la durée du travail ». Ils lui opposent « une réduction limitée et spontanée de la durée hebdomadaire du travail, qui n'affecterait pas sensiblement notre potentiel de production, dans la mesure où elle résulterait du jeu souple des procédures contractuelles. » Cette dernière clause donne aux syndicats permission — dont ils se seraient, je l'espère, passés — d'exercer une pression constante dans chaque industrie et dans chaque entreprise.

La première suggestion qui est faite dans ce sens par les rapporteurs du plan est « l'abaissement de la durée hebdomadaire maximum autorisée qui est actuellement de soixante heures ». On sait

en effet qu'en vertu d'une loi de circonstance remontant à 1946 — et votée alors avec l'assentiment des organisations syndicales — les heures supplémentaires sont autorisées partout jusqu'à concurrence de 20 heures ! C'est évidemment une revendication immédiate que l'abaissement à huit heures d'un maximum exceptionnellement autorisé. Mais ce n'est là qu'une mesure de première urgence.

Revenant sur cette question du ralentissement de la croissance qui résulterait, selon eux, de la réduction du temps de travail, les planificateurs écrivent « une réduction de 10 % de la durée hebdomadaire du travail (pour revenir aux quarante heures) n'entraînerait pas une chute de 10 % de la production, 7 % seulement en raison des progrès de productivité qu'elle permettrait. » Ainsi, les experts officiels eux-mêmes reconnaissent que la production dans l'unité de temps augmente quand la durée totale du travail diminue. Point n'était besoin d'avoir fait de hautes études pour le comprendre. Ils calculent donc qu'au lieu d'arriver à 28 % d'augmentation de la production globale en 1970, il faudrait se contenter de 21 %. Cette hypothèse ne nous effraie pas tellement. D'autant moins qu'elle a des chances d'être fautive. Nos savants planificateurs ne tiennent pas compte des sauts qui se produisent dans les techniques industrielles, des sauts qui auront lieu d'ici 1970 et de ceux qui ont déjà eu lieu sur le plan mondial et qui sont insuffisamment répercutés dans l'industrie nationale, les techniques de l'automatisation par exemple. Vous me direz que les ensembles automatiques doivent aussi se fabriquer ou se payer et que, d'une façon ou de l'autre, cela représente des heures de travail. Alors, je vous conseillerai de regarder du côté des investissements utiles... et des autres, de vous intéresser au choix et à la sélection des investissements. Par exemple, vous prévoyez que les dépenses d'équipement militaire qui avaient déjà augmenté de 63 % au cours du IV^e plan, augmenteront encore de 35 % au cours du V^e, alors que — rappelons-le — l'augmentation totale de la production brute ne serait que de 28 % !

Il est intéressant aussi de noter que les rédacteurs du rapport estiment que l'avancement de l'âge de la retraite à 60 ans ne réduirait le taux de croissance que de 0,1 point ; qu'une cinquième semaine de congé payé ne l'abaisserait que de 0,4 point. Ces calculs sont faits, comme disent les économistes, « toutes choses restant égales d'ailleurs ». Mais les syndicalistes ne veulent justement pas que « les choses restent égales ».

Non, non et non ! Que nos propres experts syndicaux (ce sont les secrétaires de nos organisations qui fréquentent ordinairement les commissions où s'élaborent ces belles perspectives) ne se laissent pas entortiller. La revendication immédiate — pas pour la fin du V^e Plan, mais pour son début — c'est le retour à l'application de la semaine légale de travail de 40 heures sans diminution du salaire hebdomadaire. Quant à 1970, année de clôture de ce V^e Plan dit de développement, c'est la semaine légale de 35 heures qu'elle devrait au moins apporter aux travailleurs. N'oublions pas que, si l'on en croit plusieurs déclarations de M. Khrouchtchev (à vérifier sur le tas) les 35 heures par semaine seraient déjà, sinon effectives, du moins légales en URSS ; que cette durée est déjà appliquée, et même encore abaissée, dans certaines branches industrielles des Etats-Unis, et que, si je ne me trompe, il est plus ou moins question de cette mesure dans le programme des travaillistes anglais.

Dans une série d'articles du « Monde » M. Alfred Sauvy a aussi abordé ces problèmes. M. Alfred

Sauvy pourrait être classé, relativement à l'économie actuelle, parmi les « optimistes » ; il ne croit ni à la crise, ni à la saturation, ni au chômage. Dans ces articles, il a prétendu aller « au fond des choses ». Son exploration est intéressante et utile, même pour des syndicalistes qui ne sont pourtant pas obligés de découvrir, au fond des choses, ce qu'il y voit lui-même avec son optique spéciale. Cependant, M. Sauvy écrit : « ... bien plus que l'automatisation ou le progrès de la productivité, notre époque est caractérisée par une montée immense des besoins. Diffusion de besoins jusque-là réservés à un dixième de la population (enseignement, santé, logement, congés, voyages, etc.) et besoins nouveaux créés par les techniques elles-mêmes, cela donne un total très supérieur aux possibilités actuelles de la production. Il sera toujours loisible à l'homme de préférer un loisir à une consommation supplémentaire. La sagesse est même, semble-t-il, de ce côté... »

Eh bien ! oui, la sagesse est de ce côté.

DJILAS AVAIT RAISON

Dans « Le Monde » du 23 septembre, Paul Yankovitch nous dit que de grandes réformes sont en préparation dans le système économique de Yougoslavie. Ces réformes sont l'objet de discussions dans tous les organismes de la Ligue des communistes.

Il convient de mettre en valeur certaines déclarations de Wladimir Bakaritch, dirigeant des communistes de Croatie, au cours d'une réunion récente du Comité de Zagreb. Bakaritch n'a pas hésité à parler de « décomposition » et de « situations sans issue » dans le système économique yougoslave. L'orateur estime que les réformes se heurtent à une opposition constituée par les partisans d'un système économique centralisé. Or, pour le dirigeant communiste de Croatie, les réformes doivent venir des producteurs eux-mêmes et, en aucun cas, de l'appareil administratif. Il dénonce les privilèges de certains fonctionnaires qui croissent à un rythme tel que l'on se trouve « au début de la formation d'une nouvelle classe ». Voilà le grand mot lâché, celui que Djilas avait lancé en 1957 et qui lui valut d'être condamné à sept ans de prison !

La discussion de nouveau engagée en Yougoslavie est d'un intérêt primordial pour tous les révolutionnaires, syndicalistes et socialistes. Où en est, notamment, la question, pour nous décisive, de l'indépendance des syndicats ?

Les Editions du Seuil ont publié un fort intéressant ouvrage d'Alfred Meister : « Socialisme et autogestion — L'expérience yougoslave ». Ce livre est assez important pour être sérieusement étudié et nous y reviendrons bientôt. Bornons-nous aujourd'hui à faire quelques emprunts à sa conclusion. Nous y reconnaissons malheureusement des traits qui — si Alfred Meister ne nous était pas présenté d'autre part comme s'étant vivement intéressé aux « communautés de travail » — dénonceraient de loin le spécialiste froid, le technocrate pour l'appeler par son nom. Il écrit déjà : « Avec le recul, des différents modèles de développement, socialistes et autres, l'histoire ne considérera peut-être que leur plus ou moins grande efficacité... »

Voilà encore une fois l'histoire et l'efficacité qui nous sont jetées dans les jambes. Nous commençons à savoir ce qu'elles valent et nous leur avons souvent dit leur fait. Encore une fois : il s'agit d'une « efficacité » par rapport à quoi ? Mais les explications ne tardent pas puisque, quelques lignes plus bas, l'auteur ajoute :

« Dans ce sens, le modèle socialiste n'est qu'une manière plus collective de réaliser de la plus-value

et du capital, de guider et de limiter les aspirations à la consommation, de transformer les anciennes structures sociales et de recréer une nouvelle stratification et une nouvelle élite. »

Avouez qu'il y a de quoi méditer sur cette définition ! Mais le socialisme n'avait-il pas pour but essentiel la suppression des classes ?

UN NOUVEL ASPECT DU SYNDICALISME AMÉRICAIN : LA SÉCURITÉ

« Un succès historique », c'est ainsi que Walter Reuther, dirigeant de l'Union des Travailleurs de l'Auto aux Etats-Unis, a qualifié l'accord qui vient d'être conclu entre le syndicat ouvrier et la firme Chrysler. Pourquoi serait-il historique ? Parce que, pour la première fois, le nouveau contrat ne porte pas principalement sur les augmentations de salaire, mais sur les retraites, les fonds de chômage et de maladie. Nous retrouvons ici ce souci de sécurité, d'assurance, de stabilité qui est une des caractéristiques de la revendication ouvrière actuelle dans les grands pays industriels.

Les ouvriers de Chrysler pourront prendre leur retraite à 55 ans, s'ils ont trente ans de métier. Pourtant, ce n'est qu'à 60 ans qu'ils toucheront l'équivalent de 70 % de leur salaire moyen, soit environ 400 dollars par mois (quelque chose comme 2.000 F en monnaie française, sinon peut-être en pouvoir d'achat). Mais, à partir de 65 ans, c'est la Sécurité sociale fédérale qui, pour une part, prend la relève de l'entreprise et les avantages qu'elle accorde ne sont pas aussi substantiels.

Cet accord Chrysler — dont l'influence peut se comparer à un accord Renault en France — ne manquera pas de servir d'exemple dans les négociations qui sont maintenant engagées avec les deux autres « géants » : Ford et la General Motors. Le correspondant du « Monde », Alain Clément, qui nous informe de ces nouveaux statuts ouvriers aux Etats-Unis, fait remarquer que ces « sacrifices » sociaux consentis par les grandes firmes américaines aboutissent assez curieusement à rehausser leur prestige financier : le jour même où était conclu l'accord Chrysler la cote des principales valeurs industrielles a atteint à la Bourse un record absolu.

QUI A TUÉ KENNEDY ?

Ainsi donc, après dix mois d'études et d'enquêtes, la Commission Warren, composée d'éminentes et intègres personnalités, a publié ses conclusions sur l'assassinat du Président Kennedy. Celui-ci a été assassiné par un seul individu, Lee Oswald, lequel a agi sans aucune complicité et en l'absence de tout complot. Cette opinion avait d'ailleurs été déjà nettement exprimée par Robert Kennedy, le frère de la victime, au cours d'un voyage en Pologne.

Cette conclusion est-elle plausible ? Elle l'est. Elle est étonnante, mais on peut l'admettre. On peut admettre qu'un homme agissant seul, avec l'idée bien arrêtée de son crime et en gardant le secret de ses intentions, puisse réussir un tel attentat en profitant de circonstances exceptionnellement favorables, bien qu'il ne puisse prévoir qu'elles le seront à ce point. Mais s'il n'agit vraiment à l'instigation de personne, s'il n'est pas l'agent d'exécution d'une quelconque conspiration, pourquoi tue-t-il ? Il faut qu'il soit au moins déséquilibré. C'est ce qu'admet plus ou moins clairement la Commission Warren et ce que nous pouvons admettre avec elle, sachant les multiples aventures et mésaventures subies par Oswald et qui peuvent, en effet, lui avoir troublé le cerveau.

Restent quand même les arguments, sinon convaincants, du moins impressionnants, produits par divers contre-enquêteurs, notamment par Thomas

Buchanan dont nous avons parlé dans ces colonnes à propos de son livre « Les assassins de Kennedy ». La Commission Warren répond d'ailleurs à ces arguments, d'une manière qui n'est pas tellement convaincante non plus. Elle les repousse comme non fondés sur des preuves. Mais ses propres conclusions ne sont guère davantage étayées par des preuves. Elles sont seulement admissibles. Du moins, elles le seraient, s'il n'y avait pas Ruby.

Mais il y a Ruby. Celui-ci aussi, affirme la Commission, a agi seul, sans complicité et sans être l'agent d'un complot. Mais alors pourquoi a-t-il tué Oswald ? Lui aussi était donc au moins déséquilibré. Attention ! le jugement qui l'a condamné à mort (jugement qui ne sera peut-être jamais exécuté) a repoussé par là-même l'idée qu'il était fou. D'ailleurs, les antécédents de cet étrange personnage, s'ils ne disent rien de bon sur son comportement habituel, ne permettent certainement pas de prétendre qu'il était fou.

Résumons-nous : la première conclusion concernant Oswald s'admettrait seule, si elle ne s'accompagnait d'une conclusion à peu près identique pour Ruby. La probabilité de la conjonction de ces deux crimes, dans les conditions que l'on sait et avec les explications qu'on nous donne, est extrêmement faible.

Il est impossible de dire que la Commission Warren, même auréolée de tous les titres qu'on voudra et nantie de tous les certificats de haute honorabilité, ait fait la lumière sur l'attentat de Dallas. Après comme avant ses conclusions, la question reste posée : qui a tué Kennedy ?

R. GUILLORÉ

REMOUS DANS LE LIVRE

Nos lecteurs sont au courant de la question soulevée par la demande d'adhésion de la Fédération française du Livre (C.G.T.) à la Fédération internationale des Arts Graphiques. Ils ont lu dans nos colonnes l'article d'Albert Sadik, la réponse d'André Bergeron et les commentaires de F. Charbit.

Cette question est également posée devant les centrales des travailleurs du Livre dans les autres pays.

Il nous faut noter déjà deux prises de position opposées : la Centrale de l'Industrie du Livre et du Papier de Belgique s'est réunie en congrès les 12 et 13 septembre dernier. Elle a voté une résolution sur les relations internationales. Celle-ci « *salué avec la plus grande satisfaction la décision de la Fédération Française des Travailleurs du Livre de réintégrer la Fédération Graphique Internationale.* »

Elle va plus loin puisqu'elle « *décide que, dans le cas où cette demande d'adhésion serait repoussée la Centrale de Belgique se retirerait avec regret de la Fédération Graphique Internationale.* »

En opposition avec cette attitude de la Centrale belge, la Fédération hollandaise a fait connaître sa décision de quitter la F.G.I. au cas où la Fédération française, affiliée à la C.G.T. et à la F.S.M., y entrerait. Elle se propose de soumettre au prochain congrès de Vienne de la F.G.I. une motion d'interdiction d'admission de toute fédération affiliée à la Fédération Syndicale Mondiale, à direction communiste.

Les choses ne vont pas toutes seules, on le voit.

Il faut dire que pour faire triompher son point de vue contre la réadmission de la Fédération Française des Travailleurs du Livre, dans la F.G.I., André Bergeron n'a pas ménagé ses efforts. Il a alerté le secrétariat de la F.G.I., les Américains Bryan et Brown et le président de la C.I.S.L., Bécu lui-même.

Il se peut donc que le secrétaire général de la Confédération Force Ouvrière l'emporte au sein de la F.G.I. en son prochain congrès de Vienne. Si cela était, André Bergeron est-il bien sûr que ce serait une victoire pour les travailleurs du Livre ? — F. Ch.

Les raisons d'un qui s'est battu

On vient de célébrer le cinquantenaire du début de la guerre de 1914 ; je ne pense pas que jamais plus de pauvretés n'aient été débitées qu'à cette occasion. De la part des patriotes professionnels cela n'a rien d'étonnant, mais il en a été de même, pour le moins, de la part de ceux qui se réclament du pacifisme.

Ces derniers nous ont rebattu les oreilles avec le « joli mouvement de menton » de Barrès déclarant à Lavedan qu'il allait s'engager... et qui ne s'engagea point.

Que Barrès ait été un fumiste et une loque, bien incapable, comme la plupart des littérateurs, de mettre ses actes d'accord avec ses paroles, cela va de soi, mais qu'est-ce que le dégonflage de ce pauvre type a à faire avec le jugement que l'on a porté sur la guerre de 14 ?

Certes, il y a eu alors beaucoup de bourrage de crânes, c'est un fait ; certes, il y a eu de la lâcheté chez beaucoup, même chez certains dont on attendait mieux, cela aussi est vrai. Comme dans tous les grands événements humains, le grotesque s'y est mêlé au tragique, mais à ne voir que le côté grotesque on a une image aussi déformée que si l'on ne regarde que le côté tragique.

En fait, la véritable question est celle-ci : pourquoi s'est-on battu ? Pourquoi les militants ouvriers et révolutionnaires, pourquoi ceux-là du carnet B ont-ils, pour la plupart, répondu sans hésiter à l'ordre de mobilisation ?

Eh bien ! on s'est battu parce que l'enjeu était de taille. Il s'agissait en effet, ni plus ni moins, de savoir si l'Europe serait soumise ou non au caporalisme prussien. Il ne faisait point de doute, en effet, qu'une victoire militaire des empires centraux aurait pour conséquence la mise au pas de toute l'Europe par le grand Etat-major allemand.

On ne peut parler de la guerre de 14-18 sans tenir compte de l'existence du militarisme allemand.

Nous n'étions pas des fous. Ce n'était ni la folie guerrière, ni la folie patriotique qui nous animait, mais la volonté de ne point permettre au grand état-major allemand de nous imposer un régime de caserne. Et cela valait bien qu'on risquât sa vie.

A cette raison fondamentale s'en ajoutait, pour moi, une autre.

Ainsi que l'avait fort justement écrit peu avant le déclenchement des hostilités je ne sais plus quel académicien réactionnaire, il n'y avait plus en Europe que trois forces d'« ordre », de l'ordre bourgeois bien entendu ; c'étaient le Vatican, la Chambre des Lords et le grand état-major allemand. De ces trois le dernier était le seul vraiment puissant. Si puissant qu'il était vain d'espérer que tant qu'il serait là, une révolution prolétarienne puisse être victorieuse en Europe. Sa destruction était donc la condition préalable de tout développement révolutionnaire, sa défaite seule pouvait ouvrir la voie au prolétariat.

Et de fait, c'est ce qui se produisit. Lorsque les offensives franco-britanniques de l'été et de l'automne 18 ne laissèrent plus à l'armée allemande d'autre possibilité que de retraiter sur la ligne Hindenburg, le 9 novembre 1918, — qui est le vrai jour de notre victoire, à nous antimilitaristes, — une mutinerie de marins à Kiel mit le feu aux poudres : toute l'Allemagne

descendit dans la rue, arrachant aux officiers rencontrés les insignes de leur grade, cependant que pris de panique, empereurs, rois et grands-ducs détalèrent à toutes jambes. Il ne restait plus à l'état-major prussien, qu'à reconnaître sa défaite, défaite qui avait été consommée par son propre peuple, en signant deux jours plus tard, le 11, l'armistice qui mettait fin à la guerre.

Toutes les institutions d'ancien régime qui fleuraient encore en Europe centrale se trouverent, donc, du coup, balayées, et, mieux encore avec l'institution de Conseils ouvriers, de Conseils de soldats, de soviets, l'insurrection en Allemagne et en Hongrie, un début de révolution prolétarienne succédait à la révolution bourgeoise. Ainsi, commençait à se réaliser ce qu'avait demandé la minorité de Zimmerwald et ce qui avait été personnellement mon espoir depuis le premier jour de la guerre : la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire.

On sait ce qu'il advint par la suite. Insuffisamment soutenus par les prolétariats de France et de Grande-Bretagne qui aspiraient seulement à la paix, les prolétaires allemands et hongrois furent vaincus ; seule la révolution russe put poursuivre son cours, ce qu'elle n'aurait pu faire si le grand état-major allemand avait toujours été là. En Occident, la révolution dut donc reprendre son travail de « taupe », mais dans de bien meilleures conditions qu'auparavant, puisque la grande force de l'« ordre » bourgeois avait disparu, et qu'une force nouvelle était apparue à l'Orient.

En même temps qu'elle a permis d'achever le cycle des révolutions bourgeoises, la guerre de 1914 a en fait ouvert le cycle des révolutions modernes. Tout ce qui s'est passé depuis 1918, en Europe, en Asie et en Afrique n'a été possible qu'en raison de la défaite préalable de l'armée allemande et c'est ce qui fait que, pour ma part, j'estime que je ne me suis pas battu en vain.

R. LOUZON

NOUS NE SOMMES PAS D'ACCORD !

Chargés — par un simple concours de circonstances — de la responsabilité de la parution de la « R.P. », nous ne pouvons pas dissimuler à nos amis la gêne que nous avons éprouvée en lisant cette note de notre ami Robert Louzon. La « R.P. » porte tout l'héritage de Monatte, c'est-à-dire d'abord de la lutte contre l'Union Sacrée de 1914, lutte menée dès les premiers jours de la guerre par Monatte et Rosmer, et par quelques rares autres militants syndicalistes, socialistes et anarchistes. Nous ne renions rien de cet héritage.

Si nous ne discutons pas la malfaisance du militarisme allemand, comme de tous les militarismes, nous mettons en doute l'opinion qu'il était, en 1914, l'ennemi le plus redoutable du mouvement ouvrier. En Russie, le défaitisme révolutionnaire a été formulé avant la défaite militaire. La paix de Brest-Litovsk a renforcé provisoirement le militarisme allemand. Mais c'est une paix sans

annexions, ni indemnités — c'est-à-dire sans victoire militaire — que les Soviets proposèrent, avant la paix séparée avec l'Allemagne, à tous les peuples belligérants. L'armée allemande vaincue, la révolution allemande fut paralysée et même sauvagement réprimée par le militarisme allemand survivant, encouragé par les militarismes victorieux de l'Entente, surtout par le militarisme français. On sait quelles furent les suites lointaines de la défaite allemande... Hitler est au bout de la chaîne !

Cependant, nous ne nous reconnaissons pas le droit de dissimuler la pensée de Robert Louzon, même si elle heurte nos sentiments les plus profonds. Nous attachons trop de prix à la collaboration de Louzon, qui fut avec Monatte et Rosmer l'un des fondateurs de la « R.P. ». Et nous n'avons pas le droit de taire ce qui nous offense dans les propos de révolutionnaires qui sont nôtres et qui nous sont chers. D'autant moins qu'il ne s'agit pas ici d'une boutade accidentelle, mais d'une pensée constante.

Louzon pense en 1964 ce qu'il pensait en 1914. Il estime nécessaire aujourd'hui de s'élever contre ceux qui, à l'occasion du cinquantième de 1914, ont présenté les militants syndicalistes, socialistes et anarchistes ayant accepté la guerre (c'est-à-dire, il faut le reconnaître, la grande majorité) comme des traîtres qui, du jour au lendemain, avaient renié leurs convictions, ou des lâches qui avaient acheté un sursis d'appel par leur complaisance. Louzon, ancien combattant de 1914, révolutionnaire d'avant et d'après 1914, veut justifier ceux qui ont payé de leur personne sans rien renier de leurs idées et de leur passé. Il pose, une fois de plus, la question de la valeur révolutionnaire du pacifisme (1).

A propos de l'interprétation de 1914, nous maintenons l'opinion qui a toujours été celle de la R.P. depuis qu'elle existe.

Ajoutons encore quelques arguments importants. Si, en 1914, le militarisme allemand était un ennemi redoutable du mouvement ouvrier international, l'autocratie tsariste n'en était-elle pas un autre ? Les social-démocrates allemands, de leur côté tentèrent de justifier leur propre reniement par l'avance (la législation sociale notamment) que représentait leur pays par rapport aux autres pays capitalistes. Et puis, l'Union sacrée de 1914 fut un coup presque mortel à l'internationalisme ouvrier. Coup encore aggravé par les hyper-nationalismes qui

(1) Il faut rappeler ici que Robert Louzon fut, avec Lecoin, Challaye, Girault, Charlotte Bonnin, Yvonne et Roger Hagnauer, Vivès, Poulaille..., l'un des signataires du tract « Paix immédiate », diffusé en septembre 1939 ; qu'il fut pour cela, et pour ses campagnes anticolonialistes, emprisonné sous Daladier et interné jusqu'en 1941.

se développèrent ensuite, celui de l'hitlérisme, mais aussi ceux qui furent exploités, au profit de l'Etat stalinien, par les héritiers frauduleux de Lénine. C'est en 1914 qu'il faut dater l'origine de cette néfaste régression de l'internationalisme.

Que cette discussion nous serve au moins à mettre au point ce qui nous sépare surtout des « social-patriotes » de 1914. On nous dit quelquefois : « vous auriez voulu qu'ils lancent le mot d'ordre de grève générale, ce qui aurait été pure folie ! » Ce n'est nullement de n'avoir pas fait cela, qui était pratiquement impossible, que nous leur reprochons. Mais, connaissant le militarisme allemand avant le 1^{er} août 1914, ils n'en avaient pas moins dénoncé — et cela jusqu'à la veille du conflit — la guerre qui se préparait, non pas seulement la guerre en général, mais cette guerre-là en particulier. Ils avaient agité les masses contre cette préparation, avec toutes les formes de la propagande. Ils avaient organisé contre cette guerre-là des manifestations populaires. Comment faut-il donc considérer ceux qui, après avoir mené tout ce train, ont, du jour au lendemain, découvert que l'ennemi était seulement chez les autres ; ceux qui, non seulement se sont tu (ce qui eût été pour un temps admissible) mais se sont mis à chanter la guerre avec les gouvernants que, la veille encore, ils dénonçaient comme les pires ennemis des travailleurs ?

F. CHARBIT, R. HAGNAUER, R. GUILLORE

INTERNATIONALISME ? OU PATRIOTISME ?

« ...Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir de l'Etat sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. La prépondérance allemande, en outre, transportera le centre de gravité du mouvement ouvrier d'Europe occidentale de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866 jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue de la théorie qu'à celui de l'organisation. La prépondérance sur le théâtre du monde du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon... »

Extrait d'une lettre de Karl Marx à Friedrich Engels, le 20 juillet 1870.

Parmi nos

LETTRES

Sur une scandaleuse exposition

Du camarade PAYEMENT, secrétaire de l'U.D.-F.O., cette lettre adressée à Hagnauer :

Je suis chargé, par le Secrétariat de l'U.D. Force Ouvrière de la Région Parisienne, de répondre à la question que tu nous poses, à la fin de l'article signé de toi et paru à la page 21 du numéro de septembre 1964 de la « Révolution Prolétarienne ».

Il s'agit de l'Exposition sur la Résistance organisée par l'U.D.-C.G.T. de la Seine, dans une salle de la Bourse du Travail : tu as remarqué, comme nous tous, le caractère effrontément partisan de cette manifestation. Nous ignorons quelle peut être la réaction du régisseur de la Bourse du Travail et de son supérieur hiérarchique, le Préfet de la Seine.

En ce qui concerne notre U.D., elle n'a aucune

responsabilité dans cette affaire, pas plus d'ailleurs que nos quatre Administrateurs de la Bourse qui ont reçu mandat de ne pas prendre part aux votes de la Commission Administrative, lorsque la C.G.T. entend les faire sortir d'un cadre exclusivement syndical.

Nous espérons que les outrances de sa propagande la desserviront auprès du public et auprès des travailleurs syndiqués, mais nous n'avons pas l'intention de faire appel à l'arbitrage des Pouvoirs publics, d'abord parce qu'ils ont la possibilité de se saisir directement de la question et ensuite parce que nous voulons que chaque organisation demeure responsable, sans contrôle d'aucune sorte. des manifestations qu'elle organise à la Bourse du Travail ou ailleurs.

Je suis persuadé que tu comprendras nos raisons...

Une opinion sur les Américains

De P. AUBERY (Seine-Maritime) :

Le public aux Etats-Unis est étonnamment conservateur, voire réactionnaire. Non pas l'opinion pu-

blique qui s'exprime à travers la presse, la radio, la télévision, les livres, mais celle de l'homme de la rue. Le plus modeste salarié américain a été persuadé que seule la libre entreprise, dans une économie de marché, sauvegarde ses libertés individuelles. Il ne voit pas que le marché est truqué et que ses libertés personnelles sont sérieusement limitées par la discipline rigoureuse de la production et de la distribution à laquelle il est entièrement soumis.

Le salarié américain s'identifie beaucoup plus que le salarié européen à l'entreprise qui l'emploie. Sa vie professionnelle déborde plus largement sur sa vie privée. Il admire sincèrement cette rigoureuse organisation qui l'enserme de toutes parts et s'imagine de bonne foi que le monde entier résoudrait facilement ses problèmes et ses difficultés s'il acceptait la discipline et les méthodes d'organisation qui ont si bien réussi aux grandes corporations américaines.

Le salarié américain travaille dur et le sait. Il croit volontiers qu'en Europe et en particulier en France, pays de la douceur de vivre, chacun se la coule douce et pourrait facilement élever son niveau de vie avec un peu plus d'ardeur au travail. Il considère donc que son gouvernement est trop généreux dans ses programmes d'aide à l'étranger. Citoyen discipliné et conformiste, il manifeste quelque impatience au spectacle de l'agitation politique qui trouble si souvent en Europe et en Amérique du Sud l'accomplissement des grandes tâches collectives.

Bref, je pourrais multiplier ces descriptions des domaines où l'opinion du salarié américain coïncide en gros avec celle de Barry Goldwater. Le sénateur de l'Arizona me paraît donner une image beaucoup plus exacte, beaucoup plus fidèle, de ce que sont les idées politiques et sociales de l'Américain moyen, que ne le faisaient un Roosevelt ou un Kennedy. Aussi il me semble que, dans la mesure où la masse des électeurs américains peut librement choisir leur candidat, Barry Goldwater devrait recueillir un nombre considérable de suffrages tant d'électeurs enregistrés comme républicains que comme démocrates. Certes il y a en Amérique des démocrates à la manière de Mendès-France, des technocrates éclairés du type Bloch-Lainé, des socialistes et même des syndicalistes révolutionnaires (ceux qui collaborent à New Politics ou à Dissent) qui s'expriment tout à fait comme les collaborateurs de la R.P. Mais il ne faut pas s'y tromper : ils sont la minorité. Si la démocratie consistait à donner à un pays un gouvernement qui voit à l'image de l'opinion publique dans ce qu'elle a de plus spontané, une Amérique démocratique dans ce sens, élirait Barry Goldwater. Ne sourions donc pas trop vite des simplifications et des vues sommaires dont ses discours se font l'écho. Elles expriment effectivement les opinions politiques de millions d'Américains.

Le témoignage de P. Aubery mérite attention. On notera cependant que les salariés américains, si conservateurs et réactionnaires, ont mené des grèves plus longues, plus dures et plus efficaces que celles des salariés européens — que ces salariés travaillent dur... mais avec la semaine de travail la plus courte du monde... et que « l'évasion » hors de la ville et du métier est là-bas une véritable institution. Quant aux griefs des « contribuables américains » contre les bénéficiaires des dons américains... il n'est peut-être pas difficile de les comprendre, sinon de les approuver. — R.H.

La notion de "masse" opposée à celle de "classe"

De HEM DAY, de Bruxelles :

Je lis avec un certain étonnement dans le n° 195, juillet-août 1964, de la Révolution Proletarienne, ce petit pavé de J. Allen Skinner, extrait de Neue Oderzeitung.

« Masse » est le terme de mépris employé par les communistes, les fascistes et tous ceux qui méprisent les hommes en tant qu'individus, pour désigner ce qui n'est pour eux que le « matériel humain » dont ils ont besoin pour pouvoir atteindre leurs buts politiques. Puissent les socialistes libéraux penser en termes d'hommes, et non de masses !

Je ne connais pas J. Allen Skinner, mais je pense qu'il s'est complètement fourvoyé, en établissant ces réflexions sur le mot « masse », et l'usage qu'on pu en faire — ajoute-t-il — dans leur langage, communistes ou fascistes.

Je voudrais rappeler à l'auteur au seuil de cette mise au point, que Bakounine, dans son écrit du 5 octobre 1872, envoyé à Zurich à la rédaction de La Liberté, à Bruxelles, en réponse à la sentence d'excommunication prononcée contre lui au congrès marrien de La Haye, fait usage du mot « masse » et non classe. Voici pour préciser : ... toujours au nom de cette souveraineté du peuple qui désormais servira de marchepied à tous les prétendants au gouvernement des masses, ils ont audacieusement décrété l'esclavage du peuple de l'Internationale.

Plus loin encore, parlant de la solidarité internationale des travailleurs, il écrit : L'organisation réelle de cette solidarité, par l'action spontanée des masses ouvrières et par la fédération absolument libre...

Tout au long de son article, Bakounine utilise le substantif « masse » qu'il oppose au mot « classe ».

Faisant allusion au fameux manifeste des communistes rédigé et publié dès 1848 par MM. Karl Marx et Frédéric Engels (dans le Manifeste du Parti communiste de Marx-Engels, il n'est jamais question de « masse », mais de « classe »), document qu'il considère comme l'exposé théorique de l'émancipation du prolétariat et de l'organisation du travail par l'Etat, il dénonce ce qui suit :

Il est dans ce programme une autre expression qui nous est profondément antipathique, à nous, anarchistes révolutionnaires, qui voulons franchement la complète émancipation populaire : c'est le prolétariat, le monde des travailleurs représenté comme classe, et non comme masse.

Bakounine s'insurge contre cet emploi et ajoute : Savez-vous ce que cela signifie ? Ni plus ni moins qu'une aristocratie nouvelle, celle des ouvriers des fabriques et des villes, à l'exception des millions qui constituent le prolétariat des campagnes et qui, dans les prévisions de Messieurs les démocrates socialistes de l'Allemagne deviendront proprement les sujets dans leur grand Etat soldisant populaire. Classe, pouvoir, Etat sont trois termes inséparables, dont chacun suppose nécessairement les deux autres, et qui tous ensemble se résument définitivement par ces mots : L'assujettissement politique et l'exploitation économique des masses.

Nous voici loin de l'affirmation du publiciste de Neue Oderzeitung et je me demande bien comment J. Allen Skinner peut soutenir sa diatribe anti-masse. Ignorait-il cette position de Bakounine, ou bien reste-t-il en lui quelques relents de marxisme non avoué ?

Bakounine, lui est formel. Il rejette la terminologie de « classe », comme entachée de domination despotique, bonne à supplanter la classe dominante de l'heure, pour l'occuper à son tour et agir de même. Un nouveau despotisme ainsi établi renforce l'Etat qu'on se proposait de détruire et laisse le champ complètement libre aux ambitieux de la conquête du pouvoir politique. Tout cela est bien et s'est vérifié en maintes circonstances depuis.

Les extraits de Bakounine précités sont en complet désaccord avec l'affirmation de Allen Skinner. Ils y sont même entièrement opposés, si bien qu'on peut se demander si notre auteur pêche par ignorance ou par manque de jugement...

Je ne veux point prolonger cette mise au point et je la livre aux lecteurs, qui en tireront eux-mêmes toutes les conclusions.

Il paraît donc établi que Bakounine préférait « masse » à « classe ». Mais tout ce qu'a dit Bakounine n'est pas parole d'évangile (pas davantage ce qu'a dit Marx). Au premier examen, je préfère « classe » à « masse ». Je vois dans le premier terme solidarité et participation ; dans le second, je crains de voir apparaître l'idée de séparation entre « élite », minorité supposée clairvoyante, et « masse » amorphe et inculte, destinée à être conduite. N'est-ce pas là qu'il faut voir une conception aristocratique ? — R.G.

MAO-TSE-TOUNG, HERITIER DE CONFUCIUS... ET DE STALINE

Le « Monde » vient de publier une suite d'articles sur « *Chine Nouvelle, an XV* » de son envoyé spécial : Robert Guillain.

C'est sans doute par une double coïncidence que cette apologie — parfois brillamment explicite, souvent implicite sous son objectivité formelle — du régime chinois surgisse en même temps que l'aggravation polémique du conflit sino-soviétique, après la reconnaissance spectaculaire du Pékin de Mao-Tse-Toung par le Paris gaulliste !

Robert Guillain ne figure pas cependant dans la cohue des journalistes qui cultive la « sensation » pour des raisons alimentaires. Il compte parmi les meilleurs chroniqueurs du « Monde » dont le succès — performance singulière — tient de la qualité de ses chroniques et de la richesse de ses informations.

Il ne serait donc pas inutile de commenter les articles de M. Guillain. Ne serait-ce que pour y découvrir la confirmation de ce que nous avons écrit sur « les miracles... successifs et contradictoires », accomplis en Chine populaire. Le bilan positif établi peut-il être porté à l'actif du régime ? La Chine de 1964 ne ressemble pas à la Chine de 1949. Mais la France, et davantage encore l'Allemagne et l'Italie, ont bénéficié en quinze ans de progrès aussi denses et efficaces — *au moins* — que ceux de la Chine. Et l'avance est encore beaucoup plus sensible en des pays dits « sous développés... » Par une... « coïncidence » aussi accidentelle, des journalistes, en relatant les étapes glorieuses du voyage de Charlemagne en Amérique Latine, signalent l'échec de « l'Alliance pour le Progrès » — panaméricaine — conçue et dirigée à Washington. Un observateur aussi... « impartial » que Robert Guillain, en Amérique Latine aurait pourtant enregistré en quinze ans des progrès — insuffisants certes — mais tout aussi incontestables qu'en Chine populaire.

Ce qui est essentiel pour nous, c'est le prix payé par les peuples. Et malheureusement on ne l'évalue guère. Sans Staline, la Russie de 1953 aurait-elle connu une expansion industrielle, telle qu'on pouvait la prévoir en 1914 ? Sans Mao-Tse-Toung, la Chine de 1964 serait-elle plus prospère et plus heureuse que celle de 1949 ? On sait aujourd'hui exactement ce que représente la malfaisance stalinienne. Même établie, sa bienfaisance (?) fut vraiment trop chèrement payée.

Mais Robert Guillain ne croit pas altérer son apologie du régime en décrivant le culte de la personnalité officiellement consacré en Chine populaire. Sous le titre : « *Sept cent millions de Mao-Tse-Toung* », il commence par formuler « le grand commandement du parti et l'objectif d'un mouvement d'éducation socialiste qui, suivant la coutume, balaye la Chine entière, c'est l'étude de la pensée de Mao-Tse-Toung ». C'est Mao-Tse-Toung qui — enseignent-on dans des cours du soir à l'usine — « permettra à la Chine d'enlever la montagne qui se trouve devant son champ » (référence à une fable populaire). C'est Mao-Tse-Toung dont la pensée est longuement étudiée dans

des milliers de groupes culturels ouvriers et paysans. C'est Mao-Tse-Toung dont les œuvres fournissent l'essentiel à la propagande et à... « l'éducation » organisés par les syndicats. C'est Mao-Tse-Toung qui a incité un pauvre paysan à apprendre à compter, un mari à courir au chevet de sa femme malade, une marchande de légumes à instruire ses clients sur la valeur calorifique des aliments ; les étudiants à passer leurs vacances dans les entreprises... Et si le journal d'usine de machines lourdes de Wuchang porte au tableau d'honneur le métallo Pan Sing, c'est « *parce que celui-ci apprend les œuvres du président Mao, qu'il y travaille tous les jours, que les œuvres de Mao s'empilent sur son lit...* » aussi se révèle-t-il un travailleur particulièrement zélé (une demi-heure d'avance à l'usine !) et parfaitement efficace (pas une seule pièce rejetée pendant l'année)... !

Tout de même Robert Guillain a le sens de l'opportunité. Il se garde bien « *d'évoquer ici le culte de Staline* »... « Les différences sont trop importantes... et l'on montrerait facilement qu'il y a dans les sentiments des Chinois, des motifs plus valables et un mouvement plus sincère » (sic !). Robert Guillain n'est pas assez charitable pour les primaires que nous sommes, incapables de se livrer à une confrontation... si facile. Car nous retrouvons exactement l'esprit des poèmes « stalinolâtres » dans ces textes qu'il cite « *Les œuvres de Mao sont comme le soleil...* » « *La pensée de Mao est ma rosée et mon soleil* » (Journal de l'Armée). « *La pensée de Mao est le phare qui illumine notre travail, la boussole de la Chine* » (la Radio). « *Sans le Soleil, la lune ne donnerait pas de lumière et sans l'étude de la pensée de Mao-Tse-Toung, même avec les yeux ouverts, nous serions aveugles sur le chemin...* » (Le Quotidien).

Dans Borba (de Belgrade), un journaliste yougoslave Djordje Bogojevic (21-4-1964) avait, avant Robert Guillain, rapporté le nouveau mot d'ordre, ainsi justifié officiellement par le Parti : « *L'enseignement de Mao-Tse-Toung est une boussole infaillible, c'est le marxisme-léninisme contemporain* ».

Le commentateur titiste n'a pas les mêmes raisons que Robert Guillain pour décrire ce culte de la personnalité avec une sympathique... « objectivité » (!) Pour lui, c'est tout simplement la superstructure du centralisme bureaucratique chinois. Reprenant une savoureuse formule de Marx jugeant ainsi la bureaucratie : « *ses connaissances résident dans son autorité, et sa conviction dans la déification de son autorité* », il constate que cette campagne n'est extraordinaire et nouvelle que par son intensité. Mais il faut actuellement que tous les communistes, que tous les travailleurs chinois exécutent avec dévouement les consignes de la direction du Parti — et qu'ils soient convaincus que la politique suivie actuellement par celle-ci est la seule bonne... qu'elle constitue le « *marxisme contemporain* ».

N'est-il pas ahurissant que nous soyons obligés de commenter semblables absurdités ?

Djordje Bogojevic n'ironise même pas, lorsqu'il rattache ce culte démentiel, non à Marx, mais à Confucius et à Staline. Celui-là, plusieurs siècles avant notre ère, « *prônait une société centralisée à l'extrême, hiérarchisée, avec un pouvoir suprême jouissant d'une autorité absolue, et avec des citoyens possédant des vertus telles que la modestie, la patience, l'esprit de sacrifice, la soumission absolue d'un sujet de l'Empire* ». (1)

Système inspiré de Confucius, accompli par Staline, soumission inconditionnelle des masses populaires à l'autorité infaillible, absolument contraire aux enseignements de Marx, d'Engels et de Lénine. Nous pouvons sans doute dépasser la critique yougoslave (2). On ne peut nier le caractère autoritaire, parfois tyrannique des trois grands prophètes du communisme authentique. Mais on peut leur rendre cette justice qu'en voulant imposer leurs idées, ils n'ont jamais offert celles-ci comme la Révélation d'une vérité supra-humaine. Marx et Lénine, de leur vivant, supportaient mal la contradiction. Mais ils n'auraient pas toléré que l'on se proclamât marxiste ou léniniste, encore moins marxolâtre ou leninolâtre.

Il n'est pas mauvais de rappeler ici l'origine de cette scandaleuse aberration. N. Valentinov a raconté dans le *Contrat Social* de novembre 1957, l'histoire du mausolée de Lénine — édifiante à plus d'un titre. Selon des confidences de Boukharine, c'est fin octobre 1923 (soit trois mois avant la mort de Lénine) que l'on discuta dans une réunion intime de ce qu'il conviendrait de faire lorsque le « terrible événement » se serait produit. Seuls : Trotsky, Boukhraïne, Kamenev, Kalinine, Staline et Rykov étaient présents. Staline annonça que l'issue fatale était proche. « *Les obsèques de Vladimir Illitch doivent être les plus solennelles que le monde ait encore vues* », déclara Kalinine. C'est Staline qui proposa l'embaumement. Car « *l'incinération est tout à fait contraire à la notion russe d'amour et de vénération des morts. Elle paraîtrait offensante pour la mémoire de Lénine* ».

Trotsky protesta avec indignation : « *Lénine étant Russe, devrait être enterré à la russe ? Or, selon les canons de l'Eglise orthodoxe russe les saints devenaient des reliques. Autrefois, il y avait les reliques de Serge de Radonège et de Séraphime Sarovski, maintenant on veut les remplacer par celles de Vladimir Illitch* ».

Boukharine appuya Trotsky : « *On veut magnifier les restes physiques au détriment de l'exaltation idéologique. On parle de transférer chez nous les cendres de Marx. On a même dit que ces cendres, enterrées sous le mur du Kremlin, ajouteraient à la sainteté du lieu...* »

Bien entendu cette opposition resta vaine. Trotsky se soignait à Soukhom, le 18 janvier 1924, le jour de la mort de Lénine. L'embaumement eut lieu, selon la volonté de Staline qui s'imposa peut-être pour la première fois. Cette « sanctification » des reliques nous parut à l'époque une manifestation symbolique, discutable en soi, mais sans importance historique. Ce fut cependant le début d'une ère

nouvelle dans l'évolution soviétique. « *Depuis que Lénine est mort...* » ce titre du livre de Max Eastmann, annonçait la liquidation d'octobre 1917. Il faudrait allonger la formule : « *Depuis que Lénine est mort et... embaumé* », la Révolution ne survit que par ses « icônes », c'est-à-dire qu'aux foules révolutionnaires ont succédé les processions rituelles et les défilés militaires. Staline, chaussant les bottes du Czar, instituait, devant le mausolée de Lénine, le culte de SA propre personnalité et, pour le servir, des « popes » entretenaient les vieilles superstitions nationales, cependant que son Guépéou surpassait la sinistre Okrana dans la coercition et l'atrocité....

Mao-Tse-Toung, héritier des empereurs chinois (3) peut prolonger à la fois Confucius et Staline. Il n'est pas omnipotent parce qu'omniscient. On le dit omniscient pour justifier l'omnipotence de la caste qu'il représente. Mais cette magistrature suprême bafoue le communisme dont il se réclame et condamne la révolution ouvrière que nous avons servie, que nous espérons toujours...

Et ce n'est pas naïve et utopique illusion. Sur les écrans de la télévision, on vit à quelques jours d'intervalle, les parades des nazis devant Hitler (rétrospective historique)... et les dernières parades chinoises devant Mao-Tse-Toung. — Organisation aussi parfaite dans les deux cas — avec une mise en scène plus savante, plus harmonieuse, plus pittoresque en Chine populaire. Que sont devenus les enfants et les jeunes qu'Adolf saluait, la main tendue et le sourire aux lèvres ? Que surnageait-il de l'enthousiasme des cohortes staliniennes, lorsqu'on rejeta du mausolée de Moscou les restes du Dieu abattu ?

Nous avons entendu des « Robert Guillaïn » proclamer que les jeunesse des pays totalitaires étaient définitivement soumises et fanatisées. Ce sont cependant les jeunes qui spontanément ont liquidé les séquelles du fascisme et du nazisme, levé les barricades de Budapest, bousculé les policiers de Moscou...

Ne pas attendre le réveil de la jeunesse chinoise désabusée, ce serait juger le peuple chinois inférieur aux peuples européens. Nous laissons la responsabilité de ce jugement méprisant et... « raciste » aux thuriféraires de Mao-Tse-Toung.

Roger HAGNAUER.

(3) Dans une étude publiée en décembre 1963, dans la revue londonienne « The World Today » sous le titre « China irredenta », M. O.W. Wolters, professeur à l'Ecole d'Etudes africaines et orientales de l'Université de Londres, démontre, sans aucune arrière-pensée tendancieuse, que la politique chinoise dans le Sud-Est asiatique reste, depuis la dynastie des T'ang (618-906) jusqu'au gouvernement actuel, orientée par les mêmes impératifs historico-géographiques.

Les Chinois seront d'autant plus respectés dans l'avenir qu'ils se seront mieux défendus. On les traitait de « quantité négligeable », mais ils existent bel et bien, et l'on devine qu'à des échéances prochaines cette mer d'hommes pourra se soulever pour engloutir ses assaillants. On triomphera des armées, mais que faire à la longue contre la volonté tenace, contre l'opinion unanime de trois ou quatre cent millions d'hommes ?

12 août 1900.

Elsée RECLUS.

(1) Faut-il préciser que nous ne prenons pas à notre compte cette analyse un peu sommaire de la philosophie de Confucius.

(2) D'autant plus que sans atteindre ce culte démentiel, le prestige personnel de Tito domine toute la politique yougoslave.

COMMENT ÉVITER LES AUGMENTATIONS SACCADÉES DES SALAIRES

Dans l'interview de M. Pompidou, que la revue « Entreprise » a publié récemment et dont j'ai fait une analyse dans le numéro de juillet de la « R.P. », le chef du gouvernement a regretté les augmentations saccadées de salaires, et suggéré des hausses modérées mais régulières en fonction des prix et de la productivité.

Dans une série de trois articles que M. Chalandon, l'économiste de l'U.N.R., a publié dans le « Monde », il est aussi question de cette augmentation saccadée des salaires.

Le chef du gouvernement, comme M. Chalandon, regrettant cette hausse saccadée des salaires, voudrait lui substituer une augmentation régulière en fonction de l'accroissement de la productivité du travail et compte tenu de la hausse des prix. Intention louable, qu'on ne peut qu'approuver. Mais ni M. Pompidou, ni M. Chalandon ne se sont demandé pourquoi il y a une augmentation saccadée des salaires. Et ni l'un, ni l'autre n'a indiqué comment on pourrait éliminer cette hausse saccadée par une augmentation régulière en fonction des prix de la productivité du travail.

Je voudrais donc essayer de pallier cette double carence.

La hausse saccadée des salaires provient de la différence entre la fixation des prix et la fixation des salaires.

Dans une économie de marché, et nous sommes dans une économie de marché, les prix sont fixés par l'offre et la demande. Naturellement, cette fixation ne se fait pas entre zéro et l'infini, mais gravite autour du prix de production qui est constitué par le prix de revient plus le profit courant. Selon les variations de l'offre et de la demande les prix haussent ou baissent. Dans une économie concurrentielle, les hausses et les baisses s'annulent et la tendance générale des prix est conforme à l'évolution de la productivité du travail. Mais dans une économie de monopole et de protectionnisme extérieur et intérieur, et nous sommes dans une telle économie, les prix ne descendent que rarement en dessous du prix de production. Dans ces conditions, les baisses ne compensent jamais les hausses et la tendance générale est une hausse. De cela, il résulte que les prix montent régulièrement, au jour le jour.

Si nous dressons un graphique de la tendance générale des prix, celui-ci se présenterait sous la forme d'une ligne droite s'élevant en diagonale de gauche à droite.

Le mouvement des salaires n'est pas le même que celui des prix, pour la simple raison que les salaires ne varient pas au jour le jour mais sur des périodes plus longues. D'autre part, alors que les prix montent spontanément en fonction de la situation du marché, les salaires nécessitent une discussion entre patrons et salariés. Si bien que, tandis que la courbe diagonale des prix s'élève de jour en jour, les salaires restent au même niveau pendant un certain temps. Ainsi, moi qui écris ces lignes mon salaire n'a pas varié d'un centime depuis le 31 décembre 1963, alors que les prix ont monté de quelques pourcentages. Si donc nous tracions une courbe générale des salaires, celle-ci se présenterait sous la forme d'une ligne droite se déplaçant à l'horizontale.

Nous avons ainsi une courbe des prix qui s'élève en diagonale de gauche à droite et une courbe des salaires qui se déplace de gauche à droite également mais à l'horizontale. Le résultat de ces deux mouvements est qu'au fur et à mesure que le temps passe la diagonale des prix s'élève alors que l'horizontale des salaires reste au même niveau. Il se crée alors un écart entre les deux courbes qui va croissant. Au fur et à mesure que cet écart augmente, le mécontentement des travailleurs s'accroît, et il arrive un moment où l'écart

est tel que l'impatience éclate. Alors, sous des formes diverses, les travailleurs passent à l'action et l'augmentation des salaires se produit. Cette augmentation est naturellement brusque et a comme conséquence que l'horizontale des salaires s'élève brusquement à la verticale, rattrapant la diagonale des prix. Puis, tandis que la diagonale des prix continue son ascension quasi journalière, la courbe des salaires reprend sa position horizontale à un niveau plus élevé.

Si nous dressons un graphique des deux courbes, celui-ci présentera l'image suivante : une ligne s'élevant en diagonale de gauche à droite, celle des prix ; une ligne s'élevant en escalier de gauche à droite, celle des salaires. Ce sont ces marches d'escalier, plus ou moins hautes selon le cas, qui représentent cette hausse saccadée des salaires dont a parlé M. Pompidou. Or, si telle est la marche des salaires, la faute n'en est pas aux syndicats, ni aux travailleurs, mais au système économique dans lequel nous vivons où rien n'est harmonisé et où tout est lutte.

Si, par hasard le gouvernement avait l'intention de prendre des mesures pour éviter ces hausses en saccadées et les remplacer par des hausses régulières harmonisées avec les prix et la productivité du travail, je me permets de lui donner ici une suggestion.

Puisque le gouvernement, si j'en crois M. Pompidou, admet la nécessité de défendre le pouvoir d'achat contre la hausse des prix et de l'améliorer en faisant bénéficier les travailleurs des progrès de la productivité du travail, pourquoi ne pas structurer cela. La solution serait très simple : il suffirait d'adopter l'échelle mobile des salaires indexés sur les prix à la consommation et sur la productivité.

Supposons qu'à une époque donnée le salaire soit de 100 et les prix également de 100. Le pouvoir d'achat sera alors égal à 1 ($100/100 = 1$). Si au bout d'un certain temps, les prix augmentent de 10 %, il passeront à 110. Le rapport salaire-prix ne sera plus 1, mais 0,909 ($100/110 = 0,909$). Autrement dit, le pouvoir d'achat aura diminué de 10 %. En appliquant l'échelle mobile des salaires indexés sur les prix, il y aura automatiquement rajustement du pouvoir d'achat. En effet, les prix ayant monté de 10 %, on augmentera les salaires de 10 % également. Ceux-ci passeront de 100 à 110 et le pouvoir d'achat sera alors rétabli à son niveau primitif de 1 ($110/110 = 1$).

Ainsi l'échelle mobile des salaires sauvegarde le pouvoir d'achat des travailleurs sans qu'ils soient obligés de se battre. Mais sauvegarder le pouvoir d'achat ne suffit pas, il faut l'améliorer en fonction des progrès de la productivité de travail.

La solution de ce problème est très simple. Supposons qu'au cours de la même période où les prix ont monté de 10 %, la productivité du travail se soit accrue de 5 %. Pour que les travailleurs puissent bénéficier de cette augmentation de la productivité, il faut, après avoir ajusté le salaire aux prix, l'augmenter de 5 %. Le salaire passera alors de 110 à 115,5 ($110 + 5\% = 115,5$). Le pouvoir d'achat passera dans ces conditions de 1 à 1,05, soit une augmentation de 5 % conforme à l'accroissement de la productivité du travail. ($115,5/110 = 1,05$).

On voit par là qu'il est très facile d'ajuster le salaire aux prix et de le relever en fonction de la productivité du travail. Cette double opération pourrait se faire de la manière suivante :

Tous les trois ou six mois, il y aurait ajustement des salaires aux prix. Tous les ans il y aurait relèvement du salaire en fonction de la productivité du travail. De cette manière, le pouvoir d'achat des salaires serait automatiquement préservé et tout aussi automatiquement augmenté. Cela aurait lieu sans abus puisqu'il y aurait simple adaptation aux prix et à la productivité, et par la même

occasion seraient supprimées les hausses de salaires désordonnées et par saccades qui inquiètent le gouvernement. Celui-ci aurait donc tout intérêt à faire voter par le Parlement une loi instituant l'échelle mobile des salaires indexée à la fois sur les prix à la consommation et sur la productivité du travail. Si vraiment l'intention de M. Pompidou est d'assurer un relèvement régulier du pouvoir d'achat des travailleurs en évitant les hausses par saccades des salaires, il a là une belle occasion de mettre en pratique son intention.

Qu'on ne vienne pas dire que la hausse automatique des salaires selon les prix et la productivité du travail aurait une conséquence inflationniste. En effet, cette hausse automatique n'intervenant qu'après coup, c'est-à-dire après que les prix aient augmenté et que la productivité du travail se soit accrue. On ne saurait la rendre responsable de l'inflation. Et si malgré tout il y aura inflation, c'est que celle-ci a d'autres causes que l'augmentation des salaires.

Pierre RIMBERT

LE SOCIALISME A-T-IL FAIT FAILLITE ?

Tout le monde parle du socialisme comme si ce mot avait un sens précis. Bien des gens, bien des partis se disent ou se croient socialistes. Il y a des radicaux socialistes, des socialistes indépendants, des nationaux socialistes, des socialistes chrétiens, même des socialistes libertaires. Ce qui prouve bien que le mot socialisme n'a plus guère de sens.

Le socialisme qui enthousiasma ceux de ma génération, vers 1900 était celui de Proudhon, de Karl Marx, celui de Bakounine et plus près de nous celui de Jean Jaurès, pour ne citer, parmi beaucoup d'autres que ceux qui viennent instantanément à l'esprit.

A nous qui avions à peine vingt ans et qui étions déjà sans le savoir des révoltés, ce socialisme nous disait des choses qui nous allaient droit au cœur et à l'esprit. Par exemple : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, — il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni Tribun, — les prolétaires n'ont pas de patrie, — etc... Son but était la disparition des privilèges, des ordres, des classes, des hiérarchies basées sur l'argent et sur la propriété ; la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme ; il prônait la primauté de valeurs nouvelles ; liberté, égalité, justice, humanité, sur d'autres qu'il considérait comme néfastes et périmées : patrie, nation, religion, famille...

Dans ce socialisme, il y avait comme dans toute doctrine nouvelle une part de rêve, d'utopie, un certain messianisme. Certains adeptes rêvaient d'un grand soir où serait emportée cette société maudite où l'homme est un loup pour l'homme et que l'on rebâtirait juste et fraternelle. D'autres disciples de Lamark, plus près du réel voyaient la réalisation de cette société future dans une transformation par étapes, orientés vers l'égalité de condition des hommes. Les uns étaient étatistes et pour eux la conquête de l'Etat était un préalable. Cette position les opposait parfois violemment aux anarchistes et surtout aux syndicalistes qui, eux, groupés dans leurs syndicats faisaient confiance à l'action et s'en prenaient à la substance du corps social pour créer des organismes et des structures qui leur soient propres et constitueraient la société nouvelle.

Si l'on s'en tient aux concepts courants qui définissent le socialisme, il n'aura été, ou plutôt il n'est guère qu'une construction idéologique, vaguement humanitaire, à certains égards séduisante, magnifique même, mais qui se sera révélée décevante, irréalisable au premier contact avec les dures lois du réel et de l'évolution. Tous les essais à caractère socialiste du dernier siècle ont échoué. Les grands mouvements coopératifs qui se réclamaient de l'idéal socialiste n'ont tenu que dans la mesure où ils ont, non pas trahi, mais abandonné de force les impératifs fondamentaux de la doctrine et se sont conformés aux règles traditionnelles du monde capitaliste.

Dans notre siècle et dans notre occident, on a pu voir ce qu'a donné l'arrivée au pouvoir des partis ou formations socialistes. Rien de fondamental n'a été modifié. Sur le terrain économique, les hommes au pouvoir ont pratiqué un dirigisme de même nature que leurs adversaires de classe. Leur interventionnisme s'est borné à des planifications qui ont respecté les abus et les privilèges. Les nationalisations qui sont leur œuvre propre

n'ont abouti qu'à la création ou à la consolidation de luxueux et onéreux monopoles, des trusts au service des classes riches. Dans les pays de l'Est où l'on prétend réaliser le socialisme dans sa pureté doctrinale, on peut constater les résultats : des régimes abominables que l'on peut qualifier de capitalistes parfaits en donnant à ce mot son plein sens que lui conservent les classes laborieuses ; puisque les classes nouvelles privilégiées issues de ces régimes ne craignent aucune critique, aucune opposition : leurs victimes acceptant leur sort, les unes avec enthousiasme, les autres avec passivité et résignation. Soit dit en passant, cela explique très bien la slavophilie et la sinophilie qui règnent en haut lieu et un peu partout et qui nous conduisent tout droit à un régime de plus en plus totalitaire.

Mais si tout le monde s'accorde pour constater, sinon la faillite du socialisme, mais une certaine indifférence, une désaffection à son égard de la part des masses populaires, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'en donner les raisons. A mon avis, cette impuissance du socialisme à se réaliser dans le cours des événements, à prendre corps sous sa forme organique prévue par les prophètes tient à deux sortes de causes, les unes d'ordre moral, les autres d'ordres économiques.

Voyons d'abord les causes d'ordre moral.

C'est une erreur de croire qu'il est possible de faire le bonheur des hommes par voie d'autorité. Où Dieu a échoué, en les installant dans le paradis terrestre, comment veut-on que le socialisme réussisse, même avec ses planifications les mieux étudiées. L'atmosphère de bien-être et de liberté, de contentement, d'espoir et de sécurité, dans laquelle baigne, quand c'est le cas, la vie des individus, des familles, des collectivités ne peut être créée par décret, par loi d'Etat. Si l'homme n'a pas la sensation d'être lui-même créateur, peu ou prou de tout ce dont jouit, et d'en être au besoin pour sa part, le libre dispensateur, il ne peut être heureux ou satisfait. De plus, si l'individu, acceptant même avec joie les dures disciplines de la loi du travail et de la production, n'a pas au fond de lui-même le secret espoir d'y échapper un jour, il est comme le damné de l'enfer de Dante, qui a laissé toute espérance : il n'est pas heureux, il ne peut pas être heureux. Il restera un révolté, un résigné.

L'histoire est là pour prouver que les régimes même les mieux intentionnés, si jamais il en fût qui, par des moyens appropriés, ont voulu imposer aux hommes ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire, dire ou ne pas dire, croire ou ne pas croire, de manière à imprimer à leur activité et à l'évolution, c'est-à-dire à l'histoire une direction déterminée à l'avance ont tous échoué lamentablement et parfois dans les émeutes, la guerre, la boue et le sang. L'homme est un être vivant qui par nature est fait pour agir librement, il est par nature aussi, sociable, il ne peut ni ne veut vivre seul. Il admet le contrat, l'échange, le respect de la parole donnée, les disciplines morales et physiques de la vie en commun ; mais nie le droit de quiconque de disposer de lui sans son consentement préalable. C'est dans cet esprit qu'il est démocrate, et qu'il condamne le dirigisme, le fascisme, le totalitarisme et toute forme de dictature. Voilà, avec bien d'autres choses encore ce que n'ont pas compris les soi-disant socialis-

tes qui ont été et qui sont au pouvoir, et c'est là les raisons d'ordre moral de leurs échecs.

Passons maintenant aux raisons d'ordre économique. Ceux qui ont lu beaucoup d'ouvrages de nos grands ancêtres socialistes de toutes nuances et, plus près de nous, les nombreuses publications traitant des problèmes posés par le socialisme ont certainement été frappés par le très petit nombre d'écrits contenant des instructions pratiques sur les possibilités et les difficultés de diriger l'économie dans un sens favorable à la classe ouvrière. Une science technique de l'économie socialiste n'existe pas. Dans ce domaine, on s'en tient aux condamnations rituelles de la bourgeoisie et du capitalisme, aux généralités techniques sur l'impuissance des régimes existants à conduire l'économie dans un sens favorable à la vie des hommes, sans se douter que le socialisme prenant le pouvoir sera aux prises avec les mêmes problèmes, les mêmes difficultés. Les démo-craties dites socialistes en font l'amère et la lamentable expérience.

Toute économie pour être viable doit être progressive parce qu'elle doit répondre aux besoins des hommes qui, par nature ne sont jamais complètement satisfaits. Pour cela il faut partir du principe qui exige la recherche du meilleur résultat possible avec les moyens existants, les moyens du bord pourrait-on dire. Pour cela, il est nécessaire de pouvoir comparer à n'importe quel moment les résultats en cours. Il n'y a que dans le système de la libre économie, du libre échange, ou de l'économie de marché que cela puisse se faire. Il est facile de comprendre que si des forces étrangères au libre jeu de l'économie interviennent dans la production et les échanges, les résultats en seront faussés, et aucune conclusion de valeur rationnelle ou objective n'en pourra être déduite.

Pour qu'un calcul économique soit valable, il doit s'appliquer à tous les biens de production et à tous les services mis en œuvre, après que ceux-ci aient été l'objet de transactions et d'échanges commerciaux, car les prix des uns retentissent sur les prix des autres ; et tous ces prix, avec d'autres, concernant les différentes qualités de travail, les produits du sol, etc..., ne peuvent figurer dans ce calcul que si ces prix résultent eux-mêmes d'opérations arithmétiques précédentes. Les prix s'établissent ainsi librement parce qu'il n'y a pas de plan préconçu déterminant l'emploi des biens de production et des services qui est laissé à l'initiative des plans individuels.

Or, cela est exclu par définition dans le système socialiste tel qu'il est conçu actuellement par les représentants officiels de la doctrine. Nos thaumaturges socialistes ont bien aussi leur calcul économique appuyé par de nombreuses statistiques et une abondante documentation, mais toutes leurs constructions ne sont que des vues de l'esprit, parce qu'elles reposent sur des chiffres fixés à l'avance et par suite arbitraires ou approximatifs, au lieu d'être, ce qu'ils seront par la suite, le résultat d'opérations provoquées par les désirs immédiats et directement palpables de millions d'êtres humains qui seuls constituent l'économie.

Il faut être d'un parti pris évident pour nier la spectaculaire faillite du socialisme des démocraties populaires, en même temps que les échecs de tout système qui s'en inspire et qui s'engage dans la voie du dirigisme planificateur. Voyez notre plan de quatre ans. Malgré les déclarations optimistes de M. Massé, le père du plan, il faut bien convenir que tous les graves événements qui se sont produits et qui se produisent encore, aucun n'a été prévu et toute l'action des dirigeants consiste, non pas à résoudre les problèmes en fonction d'impératifs économiques complètement étrangers au plan mais à faire rentrer les faits dans le cadre de leurs décisions planificatrices. A les entendre, à les voir agir, ce n'est pas le plan qui a tort, ce sont les faits. Le plan n'a prévu ni la crise charbonnière avec la grève des mineurs, ni la mévente des produits agricoles avec les manifestations paysannes, ni la baisse du prix de l'acier avec la crise des mines de Lorraine, ni la hausse constante du coût de la

vie, cause directe des grèves en cours, ni le raz-de-marée social qui a soulevé récemment tout le bassin industriel de la Basse-Loire avec Nantes et St-Nazaire. Là, on a encouragé, comme partout ailleurs, le chauvinisme anti-américain de la population, (salariés, commerçants, paysans) en tolérant les stupides inscriptions : « U.S. go home » du P.C. et de la C.G.T. Résultats : des milliers de chômeurs, des magasins sans clientèle. Il faut citer ici les passages significatifs d'un article de Mermoz de l'hebdomadaire « Rivarol » du 27 février 1964. Article qui sonne étrangement dans un monde qui n'est cependant pas le nôtre :

« L'ex-directeur de la banque Rothschild ne pouvait ignorer la fatalité de la crise. Or, malgré le Livre blanc de janvier 1960 et le rapport de la S.O.D.I.C. de juillet 1963, l'urgente et indispensable reconversion économique de la région ne fut jamais sérieusement amorcée. Pis encore, M. Pinezon, le « Seigneur des Chantiers de l'Atlantique », a été accusé à plusieurs reprises d'avoir empêché l'implantation dans le département des « Moteurs Bernard » ; pour ne pas avoir — aurait-il dit — à « partager à deux employeurs la main-d'œuvre qualifiée ». Tandis que le féal Olivier Guichard, délégué à l'Aménagement du territoire, écrivait au Comité d'expansion régionale : « compte tenu de la situation difficile de certaines industries locales, il convient d'éviter l'installation d'activités risquant d'aggraver leurs positions ».

« Certes, tout le département avait, peu ou prou, cru aux promesses du régime. En septembre 1960, le général De Gaulle lui-même avait donné à Saint-Nazaire l'assurance de la solidarité nationale. Le 27 mai 1961, à Nantes, l'avantageux Michel Debré proclamait qu'on devait « cesser d'être inquiet en Loire-Atlantique ». Aussi, sur les huit députés du département, six appartenaient au parti des godillots. Pourtant, les ouvriers et les notables auraient pu se méfier. L'exemple des chantiers de Dunkerque le prouve : l'édification d'une aciérie située à proximité de Saint-Nazaire et de Nantes pouvait rendre compétitif le prix de la construction navale. Cette aciérie, le gouvernement l'a fait construire... Mais au Mexique ! Et à crédit ! Avec de très longs délais de paiement ».

Voilà ce que donne la planification chez nous. Une démocratie socialiste avec Maurice Thorez président du conseil, et pour guide notre Sauveteur national n'aurait pas fait mieux.

Si l'insiste sur tous ces événements qui affectent présentement notre économie, c'est pour montrer que les partisans d'une planification intégrale sont victimes de leurs propres illusions. Et ce qui est surprenant, c'est que les plus entichés de planification sont surtout les socialistes et en général les hommes dits de gauche. Peut-être, sont-ils induits en erreur par le fait que dans toute intervention, de la part des pouvoirs publics ou privés dans la marche de l'économie, il est indispensable de ne pas borner son horizon à un seul fait, à une seule branche de la production, parce que dans l'économie, tout se tient et très souvent lorsque l'Etat, par exemple, intervient pour combattre un phénomène, il ne réussit à le maîtriser qu'au détriment d'un autre : de nouveaux dégâts surgissent qui sont la conséquence directe de l'intervention. C'est une chaîne sans fin de troubles sociaux permanents. Et ce qui est pire encore, c'est que toute idée qui pourrait être heureuse, toute initiative qui pourrait être un remède efficace est considéré comme une déviation coupable, ou si elle est tentée comme un sabotage criminel qualifié de crime économique dans les démocraties populaires. Le devoir n'est pas de produire ce qui est utile dans les meilleures conditions possibles, mais ce qui est conforme au plan.

Voilà entre beaucoup d'autres une cause majeure de l'échec du socialisme, du socialisme tel qu'il se présente aux générations du moment. Il méconnaît cette loi fondamentale de la nature humaine que tout travail qui n'est pas libre ou librement accepté ne rend pas, ne donne pas de plus-value et par conséquent aboutit à la stagnation, à la régression, causes de troubles so-

ciaux bien connus. Et malgré toutes les propagandes habilement orchestrées, son bilan est jusqu'ici négatif et, en toute objectivité se résume en ces termes : **bureaucratie, vie chère, pénurie, tyrannie.**

Il est temps de conclure. Alors si le socialisme a fait faillite que faut-il faire ? Voici ma réponse.

Le socialisme, c'est-à-dire notre syndicalisme, tel que l'ont compris nos aînés n'a pas fait faillite, pour la raison bien simple qu'il n'a jamais exercé le pouvoir selon la formule traditionnelle. Il reste intact et demeure vivant dans son idéal et sa promesse. C'est à nous, et aux jeunes surtout, de le repenser à la lueur d'un siècle d'expérience.

Il n'y a pas antinomie entre socialisme et liberté. La recherche d'une synthèse entre les deux termes a hanté bien des esprits : Bakounine, Proudhon, Hertzén, Rosa Luxembourg... On retrouve cette hantise chez Camus, Silone, et surtout chez le socialiste suisse Fritz Brupbacher (1), un ami de trente ans de Pierre Monatte. Il n'y a qu'à continuer, où il y a la volonté, il y a un chemin, avec la certitude qu'un socialisme qui n'est pas la liberté n'est pas le socialisme.

J. FONTAINE

(1) Son livre : « Socialisme et Liberté » (édition de la Baconnière (Suisse). Dépositaire Robert Proix, 211, rue Saint-Maur, Paris-10^e.)

DEUX SIÈCLES DE PAUPÉRISATION

J'ai eu tort d'écrire que la déperdition nerveuse était la nouvelle mesure de la peine des hommes. Si nous voulons être précis, l'unité de mesure de cette peine reste celle utilisée pour mesurer la quantité de travail. Elle reste donc l'heure de travail. C'est-à-dire, selon la notion mécanique précisée par Robert Louzon dans son « Economie capitaliste » : la quantité d'énergie humaine dépensée pendant une heure. La « R.P. » s'enorgueillissait à juste titre de notre recherche de la précision doctrinale au temps où elle informait d'autant mieux qu'on y discutait avec plus de persévérance et plus de clarté. Il n'y a pas entre les travaux humains des différences de qualité. Il ne peut y avoir entre eux que des différences de rythme et d'intensité. Musculaire ou nerveuse, la déperdition est toujours et seulement physiologique. Peut-être convient-il cependant de se demander si l'énergie ainsi dépensée n'est pas plus ou moins facilement récupérable ou réparable en fonction du degré d'intensité de cette déperdition. C'est dans ce sens qu'il me semble nécessaire d'examiner une nouvelle information qui concorde avec celles que je crois avoir précédemment fournies en faveur de la thèse de la paupérisation prolétarienne.

Au congrès de la Fédération pour la Santé Mentale qui s'est tenu à Berne en fin août 1964, le professeur Alfred Sauvy a constaté que l'industrialisation n'était pas un phénomène limité à l'usine mais envahissant toutes les branches de l'activité humaine, y compris l'agriculture, la recherche, la vie intellectuelle, les loisirs, et la vie individuelle la plus intime. Contrairement aux apparences, a-t-il constaté, l'homme travaille plus longtemps et plus intensément qu'il y a deux siècles dans une psychose collective d'insécurité permanente. Il ne connaît que des loisirs de moins en moins réparateurs et de plus en plus tributaires d'appareillages de plus en plus complexes entraînant des impératifs de réadaptation toujours renouvelés dans une instabilité en constante progression. Les besoins absolus, qui n'ont rien à voir avec le luxe ou l'embourgeoisement, prolifèrent géométriquement. L'ensemble de ces conditions porte atteinte de façon préoccupante à la santé mentale, surtout à celle des jeunes et à celle des gens âgés.

J'aurais dû borner à ces constatations toute démonstration sur l'extension du paupérisme pourtant contesté en termes décisifs de divers côtés. Car, enfin, ne peut-on tirer de ces seules constatations les conclusions suivantes ?...

Si l'homme travaille plus longtemps et plus intensément qu'il ne le faisait il y a deux siècles, avant l'apparition des machines, au prix d'efforts plus meurtriers et d'une déperdition physiologique portant atteinte de façon plus importante et peut-être irréversible aux caractères les plus fondamentaux de l'espèce, n'avons-nous pas là la définition même de la paupérisation ? N'est-ce pas là celle, par conséquent, de la paupérisation prolétarienne si l'on ajoute ce que le professeur Alfred Sauvy n'ajoute pas, à savoir que ce qu'il appelle la condition de l'homme dans la civilisation des machines s'est forcément dégradée beaucoup plus pour les travailleurs que pour ceux qui les exploitent.

Ceci, sans oublier que les mêmes caractéristiques de la société industrielle rendent plus difficile pour les travailleurs l'organisation de leur propre défense, l'expansion de la société industrielle obcurcissant les frontières et la conscience de classe en même temps qu'elle développe d'une part les illusions réformistes de progrès et celles des révolutionnaires utopistes d'autre part. Les premières se développent alors normalement sous leur forme la plus convaincante et la moins efficace et les mises en équation des seconds sous leurs formes les plus théoriquement lucides et les moins convaincantes, donc les plus inefficaces elles aussi. N'y a-t-il pas là le rappel de la nécessité de rupture avec l'un et l'autre de ces immobilismes. Le rappel des leçons de la Première Internationale ne devrait pas être alors un seul rappel de l'Histoire. Si on préfère des leçons plus récentes et si on croit pouvoir trouver n'importe où matière à éducation et à réflexion, je terminerai par une allusion à ce que disait lors d'une émission de « lectures pour tous » à la télévision, un sociologue dont j'ai oublié le nom (Drouant, je crois) : Les syndicats ne font plus le poids, disait-il à peu près, sauf, peut-être encore dans l'agriculture. Dans les prévisions financières des grandes entreprises, le volant mobile des fonds en réserve pour répondre aux revendications escomptées au cours d'une année industrielle, est rarement épuisé en totalité dans quelque branche que ce soit de la production, même quand elle a à faire face au maximum de contestation et de mouvement revendicatif. Elle ne va jamais jusqu'à la limite de ce qu'elle aurait estimé pouvoir elle-même concéder sans intervention de l'antagonisme syndical.

L'interprétation de ma mémoire d'auditeur hâtif est-elle trop pessimiste ?

Jean DUPERRAY

Historiquement stupide...

Le Concile de Rome a renoncé à imposer dans l'enseignement catholique la malédiction du peuple juif, coupable d'avoir crucifié Jésus-Christ — accusation historiquement stupide ; car la mise en croix était un supplice romain et, selon l'historien Isaac, la majorité du peuple juif étant déjà dispersée, hors de Palestine, pendant la Passion.

Voilà qui paraîtra quelque peu puériel aux libres penseurs, juifs ou non, qui n'attachent pas plus d'importance aux enseignements du dogme romain — qu'aux prétentions historiques du peuple juif sur la Palestine.

Mais en protestant contre cette décision du Concile, les représentants des Etats arabes ne peuvent que désoler les amis les plus sûrs des peuples arabes.

On peut discuter sur le rôle de l'Etat d'Israël. On peut surtout rechercher une solution humaine de la question des Arabes de Palestine. Mais tout cela n'a rien à voir avec l'antisémitisme... « ce socialisme des imbéciles »... En y cédant aussi grossièrement, les dictateurs arabes cherchent-ils autre chose qu'un alibi pour justifier leur insuffisance économique et leur totalitarisme politique ?

R. H.

UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT

La plupart des observateurs — tant en Amérique latine qu'en Europe — prévoient une lutte serrée entre les deux candidats à la Présidence du Chili, le démocrate chrétien Eduardo Frei et le socialiste Salvador Allende, allié aux communistes. Beaucoup pronostiquaient la victoire du représentant du Front d'Action Populaire, et ceux qui se hasardaient à donner des chances au démocrate chrétien ne le faisaient qu'avec une mince marge de voix. Et pourtant Frei l'emporta à la majorité absolue, dépassant son concurrent de plus de 400.000 voix sur un total d'environ 2 millions et demi.

Plusieurs observations s'imposent, après ce scrutin qui termina une campagne électorale de vingt mois. En premier lieu, ce sont ceux qui dédaignèrent les calculs électoraux qui l'emportèrent finalement. En effet, le parti démocrate chrétien n'avait, en début de la course présidentielle, aucune chance de l'emporter. Les savantes additions de secteurs politiques, établies par les spécialistes, condamnaient une candidature isolée et minoritaire. Les dirigeants démocrates chrétiens hésitent eux-mêmes à diverses reprises — après les élections partielles de Curico, qui donnèrent une nette victoire au bloc socialo-communiste ; après l'effondrement du Front Démocratique, lequel groupait les partis gouvernementaux, conservateur, libéral et radical. C'est l'opinion des militants qui jouaient la *poussée sociale* bien plus que les statistiques, qui l'emporta finalement.

A remarquer aussi que la machine socialo-communiste, impressionnante extérieurement, se révéla être une façade. La gymnastique permanente imposée aux organisations ouvrières, dans des buts strictement électoraux, de chantage et de bluff, au détriment de l'action méthodique et quotidienne, avait lassé les grandes masses de la population. En fin de campagne, Frei put se moquer du bilan syndical que pouvaient présenter les grands stratèges communistes et socialistes, après des années d'affirmations pompeuses et de grands spectacles creux : moins de 20.000 syndiqués pour tout le pays, moins de 2.000 travailleurs de la terre organisés.

La démocratie chrétienne disposait — bien plus que son adversaire « marxiste » — de cadres jeunes, non usés par le pouvoir, et son appareil se montra supérieur en efficacité et en travail systématique à celui des « aparatchikis » eux-mêmes. A bien des points de vue, elle donna l'impression d'être plus à l'avant-garde que les partis d'extrême-gauche. Enfin, l'état-major de Frei se montra assez intelligent pour ne rien céder de son programme initial, quand les forces de droite, en déroute, lui promirent leur appui, pour faire barrage au F.R.A.P.

Si bien qu'aujourd'hui, il n'est plus au Chili que deux partis organisés : la démocratie chrétienne et le parti communiste. Le parti socialiste va probablement éclater, suivant une déjà longue tradition. Le parti radical est réduit à un minimum de vieux cadres. Les partis libéral et conservateur — plutôt comités électoraux qu'organisations politiques — appartiennent au passé.

Ces considérations générales ne doivent pas nous faire perdre de vue les problèmes véritables, qui sont d'ordre social. Après la grande foire électorale, dont les résultats signifient seulement que la grande majorité du peuple chilien est acquise à des changements de structure et à des transformations profondes, la question se pose de savoir comment peut s'effectuer cette « révolution dans la liberté » que réclament les Chiliens.

Pour le fonctionnement d'une démocratie sociale, ce qui suppose la participation, l'intervention, la prise de responsabilité d'un grand nombre d'organisations de base — syndicats, coopératives, associations paysannes — il n'existe aucune infrastructure. Même si l'on estime que la démocratie chrétienne et ses militants sont de bonne foi, cette absence d'« interlocuteurs » est tragique. Il

reste la création de ces organismes de base, par en haut, avec toutes les conséquences prévisibles de la bureaucratiation, de la politisation, du fonctionnarisme s'opposant ou se substituant au militantisme.

L'aspect positif, c'est la promesse formelle de libérer travailleurs industriels et ouvriers agricoles de toutes les entraves juridiques qui, jusqu'à présent, interdisaient ou freinaient leurs droits d'association. La perspective d'un mouvement syndical authentique n'est donc pas bouchée, même si les conditions de création et de développement ne sont pas présentement réunies.

Il semble bien que l'élément moteur de l'expérience Frei sera fourni par les techniciens. La décision — prise après les élections — par les techniciens allendistes du Ministère des Travaux Publics de ne pas s'opposer systématiquement aux tentatives de réforme de la démocratie chrétienne, est significative. Elle va à l'encontre des décisions des directions du F.R.A.P. ; elle témoigne d'une certaine unité d'esprit de tous les techniciens, intéressés plus par les réformes que par leur signification partisane.

Nous retrouvons dans la pauvreté des mouvements ouvriers et paysans organisés de façon indépendante, dans l'importance que prend l'initiative des ingénieurs, économistes, cadres techniques, des traits communs à l'ensemble de l'Amérique latine, explicables sans doute par l'absence d'une bourgeoisie authentique — c'est-à-dire dynamique, entreprenante et audacieuse — et aussi par le rôle déterminant de l'Etat dans l'économie, comme propriétaire principal des sources de richesses, voire des entreprises les plus importantes.

(22-9-64)

L'ITINERANT

Informations Internationales

Nous extrayons du Bulletin « Informations » de L'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation les nouvelles suivantes qui nous semblent présenter un grand intérêt pour l'action syndicaliste en France :

ESPAGNE

LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES FEMMES

Aux termes d'une enquête menée par les Jeunes ouvrières catholiques (J.O.C.) et publiée dans leur journal « Signo », les conditions de travail des ouvrières travaillant dans les usines de conserves de Murcie sont similaires à celles qui avaient cours en Europe il y a une centaine d'années. L'enquête déborde les cadres d'une simple revendication de salaires puisque les ouvrières de Murcie réclament un traitement plus équitable et des conditions de travail qui tiennent compte de la dignité de la femme.

L'enquête a démontré que les ouvrières travaillent de neuf à dix-huit heures par jour. Pour 50 % d'entre elles, la journée de travail est de neuf à quatorze heures. Soixante pour cent des ouvrières seulement touchent un salaire de 10 pesetas de l'heure ; dans certains cas l'heure de travail n'est payée que 3,50 pesetas. En outre, 70 % des ouvrières ne reçoivent pas de feuille de paie, ce qui revient à dire qu'elles n'ont pas droit aux assurances sociales.

La situation socio-culturelle des ouvrières n'est pas enviable. 73 % de ces femmes ne savent pas ce que c'est qu'un syndicat et moins de 65 % connaissent la réglementation de leur travail ; à peine 58 % d'entre elles savent lire et écrire correctement.

Sur les quelque 7.000 questionnaires distribués par la J.O.C., 1.131 seulement ont été complétés et retournés. Plusieurs entreprises ont interdit à

leurs ouvrières de répondre à l'enquête et certaines ont été prévenues que si elles répondaient au questionnaire elles seraient « renvoyées ».

ALLEMAGNE

LA SEMAINE DE 40 HEURES

Aux termes d'une convention signée récemment et qui couvre 5.000 travailleurs des meuneries de Rhénanie-Westphalie, la semaine de travail a été réduite à 40 heures à partir du 1^{er} octobre. La même convention prévoit la prolongation des congés payés annuels (4 semaines) et le relèvement du pécule de vacances.

Sous l'ancienne convention, le pécule de vacances se montait à 15 % du salaire de base en plus du salaire normal. A partir du 1^{er} mai 1965, ce pécule s'augmentera de 6 marks par jour.

A travers les

LIVRES

RAVACHOL ET LES ANARCHISTES

(de Jean MAITRON, chez Julliard, collection Archives).

Ravachol, Emile Henry, la bande à Bonnot, Raymond la Science, autant de personnages d'une « série noire » que la jeunesse connaît sans doute moins que les personnages fictifs de la célèbre « série noire » de Marcel Duhamel. La jeunesse a tort. Dans ce récit — plutôt recueil de documents — que l'historien et camarade Jean Maitron vient de publier, elle trouverait aussi, hélas ! de l'action violente et du sang, mais des êtres réels dont les exploits tragiques ont marqué une époque. Après avoir lu, sans souffler, de la première à la dernière ligne, l'ouvrage de Jean Maitron, j'ose même dire que la jeunesse y trouverait une formation, une édification plus souhaitables que celles qu'elle trouve parfois dans la littérature dite « noire » et les films de gangsters aujourd'hui de mode.

Je ne veux pas dire que tous les tristes héros de cette histoire épisodique, mais vraie, soient indiscutables et exemplaires. Ravachol, tout le premier, et au moins quelques-uns de ces « bandits tragiques », s'ils sont sans peur, ne sont pas sans reproche. On peut ranger plusieurs d'entre eux parmi les bandits de droit commun ; mais, même dans cette catégorie, on est tenu de les classer à part. Leur attitude générale, celle qu'ils ont devant leurs juges, les raisons qu'ils donnent de leurs actes souvent injustifiables, leur courage devant la mort, la certitude qu'ils ont de leur destin, tout cela fait d'eux quand même des manières de « chevaliers ».

Au surplus, Maitron n'a pas voulu ni les exalter, ni les condamner encore. Sur la base de documents exhumés, toujours saisissants, souvent inédits, il nous les présente seulement comme de rudes spécimens d'humanité dont nous comprenons parfois, sans l'admettre, l'action désespérée.

Et puis, Ravachol et les bandits tragiques ne sont pas — il s'en faut — toute l'anarchie. Jean Maitron campe pour nous d'autres anarchistes sans tache. Par exemple, le compagnon Tortelier, menuisier socialiste, devenu anarchiste et syndicaliste au contact des ardoisiers de Trélazé. Tortelier marque le passage de l'anarchisme au syndicalisme, à ce qu'on a appelé l'anarcho-syndicalisme.

A ce tournant important de la pensée et de l'action anarchistes, Jean Maitron consacre un des chapitres de son livre. Nous voici en 1907, à Amsterdam, au congrès anarchiste international. C'est alors qu'apparaît Pierre Monatte, notre Pierre Monatte, fondateur de cette revue où nous écrivons aujourd'hui. Il a vingt-six ans. Il y défend, avec une éloquence sobre, le syndicalisme comme nouvelle expression de l'esprit révolutionnaire. A sa thèse, s'oppose celle de Malatesta, militant de cinquante-trois ans, justement respecté. Son discours, aussi, est d'une classe peu commune. Jean

Maitron doit être particulièrement remercié d'avoir remis sous nos yeux cette célèbre controverse où les jeunes puiseront, pour leur action d'aujourd'hui, un enseignement irremplaçable.

« L'anarchie est morte. Vive l'anarchie ? » Certains, sans nul doute, reprocheront à Maitron ce chapitre de conclusion, et surtout le point d'interrogation qu'il a placé à la fin de son titre. Pas moi, si cette interrogation doit déboucher sur une nouvelle expérience de socialisme libérateur, sur une synthèse supérieure de l'esprit de liberté et de l'esprit d'organisation, base d'un nouvel élan révolutionnaire.

J'en ai assez dit, je crois, pour que les militants de tous âges et de toutes formations éprouvent le désir et le besoin de se pencher sur l'excellent travail de Jean Maitron. — R.G.

LES FRERES RECLUS

Elie et Elisée, ou du protestantisme à l'anarchisme

(1 vol., 8,75 F, Valerio Mas, C.C.P. 19 761 70, Paris)

Les Amis d'Elisée Reclus viennent d'éditer un beau livre dû en partie à la plume de Paul Reclus, fils d'Elie, mort en 1941, et qui fut le collaborateur et l'exécuteur testamentaire de son oncle Elisée. C'est dire l'intérêt biographique de son texte sur la vie d'Elisée. Mais la vie d'Elie Reclus, écrite par son frère Elisée, n'est-elle pas plus précieuse encore ? Si ces deux hommes, ces anciens communistes, ces deux nobles représentants de l'espèce humaine, n'avaient pas été des anarchistes, honnis par toute la société bourgeoise de ce qu'on appelle — par dérision sans doute — « la Belle Epoque », n'auraient-ils pas une gloire et une renommée plus vastes et universelles ? On ne sait pas, on ne veut pas savoir, en outre, que le géographe de génie que fut Elisée est aussi un des plus grands écrivains français. Cela se sait pour Michelet, tout de même. Mais y a-t-il une « Histoire de la Littérature française » qui nomme l'auteur de *l'Homme et la Terre*, et de l'immense *Géographie Universelle*, jamais remplacée, malgré la date lointaine de sa parution ? Il faudrait longuement parler de deux hommes en question. Mais il faut d'abord lire et faire lire ce bon livre, pourtant insuffisant. De beaux portraits, une bibliographie utile, mais incomplète. Elle ignore, en effet, la contribution fournie par *Pensée et Action*, la revue de notre camarade Hem Day. Elle ignore aussi une magistrale conférence de Han Ryner sur Elisée, faite en 1927, et parue à la *Brochure Mensuelle*, ainsi que le beau chapitre sur la mort de Reclus dans le livre : *Crépuscules* (1930) du même Han Ryner. Mais, sans doute, une bibliographie complète, comme il arrive, aurait été démesurée... — L. SIMON.

LA MACHINE ET SA HOULLERE EN PAYS NIVERNAIS

par Louis LANOIZELEE

(Chez l'auteur, 7, r. Séguier, Paris, VI^e, 1 vol. 10 F)

Encore un bon livre, qu'édite son auteur, Louis Lanoizelée, bouquiniste des quais de Paris à qui Esont dus quelques beaux livres déjà, et qui a voulu écrire l'histoire de son village natal. Il fut ouvrier mineur dans cette petite ville de La Machine, et parle de ce qu'il a bien connu. Il a patiemment recherché les documents historiques et techniques pour illustrer son propos : dessins, planches, cartes, photos, cartes postales anciennes, dessins et bois de son ami Léon Martin, étude de sa fille, professeur de géographie, sur la géologie de la région : une monographie comme on en lit rarement, puisqu'elle est parfumée de tout l'accent du terroir et du souvenir vivant. Un glossaire linguistique s'ajoute aux documents, à la bibliographie. Voilà un bel exemple de « Littérature prolétarienne », de consciencieuse étude locale, précise en sa statistique, ses comparaisons, et sur la vie d'un métier rude et d'une industrie, en son évolution, sur la vie aussi d'une commune et d'une région. Mais il y a là plus : une chaleur humaine qui donne sa valeur au livre. Allez quai des Grands-Augustins, ceux qui le peuvent, à Paris, vous trouverez facilement notre historien qui sera heureux de vous vendre lui-même son livre. — L.S.

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1^{er} SEPTEMBRE. — Réduction des horaires de travail chez Simca, Panhard, après Citroën, Renault et Peugeot.

Célébration à Bruxelles du Centenaire de l'International socialiste.

MERCREDI 2. — Démission de M. Hoan, vice-premier ministre du Vietnam du Sud, leader du parti Dal Viet.

Le Conseil général de l'AFL-CIO se prononce en faveur de la candidature Johnson pour la présidence des Etats-Unis.

Petterman, président du parti socialiste autrichien est élu président de l'Internationale Socialiste.

Cinq condamnés à mort sont exécutés à Alger.

JEUDI 3. — Le général Khan redevient premier ministre du Vietnam du Sud.

Les insurgés congolais autorisent l'atterrissage d'un avion de l'ONU à Stanleyville.

VENDREDI 4. — Exécution en Algérie du colonel Chaabani, dissident, condamné à Oran.

Etat d'urgence en Malaisie, après le parachutage d'Indonésiens.

380 licenciements aux Forges et Chantiers de la Méditerranée (Toulon).

Réduction à 32 heures de la semaine de travail à Peugeot-Sochaux.

A Douai, congrès des Mineurs de la C.F.T.C.

SAMEDI 5. — Conférence extraordinaire de l'Organisation de l'Unité africaine à Addis-Abéba (Ethiopie).

M. Eduardo Frei (démocrate chrétien) élu président du Chili avec 1.404.809 voix contre 975.210 au leader du Front d'Action populaire.

LUNDI 7. — La Grèce et la Turquie saisissent le Conseil de Sécurité de l'ONU à propos de Chypre.

A Blackpool, congrès des Trade-Unions britanniques.

A Singapour, violents incidents dans les faubourgs où Malais et Chinois se heurtent.

MARDI 8. — Le général Dueng Van Minh, président du Triumvirat du Vietnam du Sud.

Inauguration des travaux roumano-yougoslaves sur le Danube.

Gouvernement Viralain (agriculteurs) en Finlande.

Dans l'Inde, renversement du gouvernement de Kérala, par la majorité communiste du parlement.

République populaire congolaise proclamée à Stanleyville (Congo ex-belge).

MERCREDI 9. — Réforme du baccalauréat, suppression de l'examen probatoire.

L'Uruguay rompt avec Cuba.

JEUDI 10. — Accord des salaires entre Chrysler et l'Union de l'Automobile des U.S.A.

Jugement au procès de Lambaréné (Gabon) : M. Aubame, président du gouvernement provisoire du putsch, est condamné à 10 ans de travaux forcés.

L'Etat de Kérola placé sous le contrôle direct du gouvernement indien.

Réunion à Pau des présidents des Conseils généraux.

Publication du programme électoral du parti travailliste en Grande-Bretagne.

VENDREDI 11. — Le maréchal Tito reçu en Hongrie.

Création d'une armée palestinienne par les chefs d'Etats arabes.

Au Brésil, arrestation de 300 personnes dans l'Etat de Rio.

En Uruguay, à Montevideo, manifestations pro-castristes.

le-feu.

Au Congo-ex-belge, les rebelles refusent le cessez-le-feu.

Création en France, d'une Fédération (pro-chinoise) de cercles marxistes-léninistes.

DIMANCHE 13. — Cargo espagnol coulé dans la mer des Caraïbes par un commando anti-castriste.

LUNDI 14. — Reconciliation des putschistes avec le gouvernement sud-vietnamien.

Attentat contre un diplomate allemand en URSS.

Congrès du parti de la démocratie chrétienne italienne.

MARDI 15. — Conversations franco-allemandes à Bonn.

A Chypre, levée du blocus des communautés turques.

Accord entre la Hongrie et le Saint-Siège.

MERCREDI 16. — Budget 1965 approuvé au Conseil des Ministres.

JEUDI 17. — On annonce officiellement que 121 personnes ont été tuées en voulant franchir le Mur de Berlin, depuis trois ans.

Manifestation d'ouvriers métallurgistes à Madrid.

Grève des producteurs de lait du Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne et Haute-Garonne.

VENDREDI 18. — La grève du lait s'étend à la région parisienne.

Accord à Moscou entre le Comecom et la Yougoslavie.

Fin du débat du Conseil de Sécurité sur l'Indonésie : le veto soviétique empêche le vote d'une résolution norvégienne.

Incidents dans le golfe du Tonkin entre destroyers américains et navires vietnamiens du Nord.

SAMEDI 19. — A Varsovie, congrès des écrivains polonais.

Lock-out des forges de Jeumont.

DIMANCHE 20. — Elections suédoises : maintien du parti social-démocrate, progrès communiste, recul des conservateurs.

Elections algériennes : 85 % des électeurs votent pour les candidats du FLN.

LUNDI 21. — Mouvement de grève générale à Saigon (Vietnam du Sud).

Arrivée du général de Gaulle au Venezuela.

Manifestations anti-américaines à Madrid.

Rupture des relations diplomatiques entre Dakar et Formose.

Complot contre le gouvernement bolivien.

MARDI 22. — Grève de 24 heures des cadres de l'Office d'H.L.M. de Paris.

Le S.M.I.G. sera majoré le 1^{er} octobre.

Elections au Danemark : léger gain socialiste, pertes des autres partis gouvernementaux.

MERCREDI 23. — Accord conclu entre les deux Allemagnes pour des laissez-passer à Berlin.

Le Général de Gaulle arrive à Bogota (Colombie).

A Belgrade, visite de M. Novotny, président du gouvernement tchéco-slovaque.

Manifestation d'autonomisme jurassien à Délémont (Suisse).

JEUDI 24. — Au Conseil économique et social, rapport de M. Pierre Massé, commissaire général du Plan sur le 5^e Plan.

Congrès radical à Arcachon.

VENDREDI 25. — Au Conseil de Sécurité de l'ONU est prorogé de trois mois.

Le général de Gaulle à Lima (Pérou).

Grève aux Etats-Unis de 260.000 ouvriers de la General Motors.

Formation au Danemark du cabinet socialiste homogène, minoritaire.

A Arcachon, congrès du Rassemblement démocratique.

Chez Renault, élections au Comité d'entreprise : la CGT gagne 6,36 % des voix.

Le gouvernement bolivien établit la censure de la presse.

Les Fédérations CFTC des secteurs publics repoussent la création d'un cartel intersyndical proposé par la CGT.

DIMANCHE 27. — Elections municipales en Basse-Saxe et en Rhénanie-Westphalie ; forte avance socialiste.

LUNDI 28. — Publication aux Etats-Unis du rapport officiel sur l'assassinat du président Kennedy.

Au Centre-Vietnam, la troupe ouvre le feu sur des manifestants : 4 tués.

L'ancien chef de l'Etat syrien : Adib Chichakly assassiné au Brésil.

MERCREDI 30. — Démission de presque tous les militants des Pyrénées-Orientales du P.S.U.

Le livre de Nicolas FAUCIER...

LA PRESSE QUOTIDIENNE **CEUX QUI LA FONT - CEUX QUI L'INSPIRENT**

est enfin livré (un fort volume de 350 pages et 20 illustrations hors-texte)

Tous ceux qui ont souscrit l'ont déjà reçu ou ne vont pas tarder à le recevoir. Et ceux qui ont attendu pour passer commande peuvent le faire désormais ; ils n'attendent pas pour être servis.

L'exemplaire : 12 F ; franco : 14 F aux EDITIONS SYNDICALISTES,
21, rue Jean-Robert, Paris-18^e,

LA LIBRAIRIE DES ÉDITIONS SYNDICALISTES

VOUS OFFRE ÉGALEMENT :

LA COMMUNE DE 1870 PRIX : 8 F
de TALES

L'HISTOIRE DE LA COMMUNE PRIX : 32 F
de LISSAGARAY

ACCUMULATION DU CAPITAL PRIX : 8 F
et **LETTRES DE LA PRISON** PRIX : 5 F
de Rosa LUXEMBOURG

LA CULTURE PROLÉTARIENNE PRIX : 8 F
de Marcel MARTINET

LA CHINE PRIX : 4 F
par Robert LOUZON

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE 6 F
et **L'EXPRESSION ORALE ET ECRITE** PRIX : 9,45 F
par Roger HAGNAUER

LE MAIRE DU PALAIS PRIX : 15 F
par Maurice LIME

On peut passer les commandes à Robert MARCHETI,
103, rue Orfila, Paris XX^e - C.C.P. Paris 7473-08